

CLIMAT, CRISES:
**comment transformer
nos territoires**

CAMPAGNES

LES CAHIERS « RÉSILIENCE DES TERRITOIRES »

NOTE AUX DÉCIDEURS

Face au monde qui vient, fait d'instabilités climatiques et de ressources contraintes, les élus locaux ont la responsabilité et le pouvoir de transformer leurs territoires pour le bien de leurs concitoyens.

Rendre chaque territoire résilient – c'est-à-dire le transformer, pour anticiper les crises et mieux les affronter – doit devenir un objectif prioritaire des responsables politiques locaux. Le réchauffement climatique global dépassera probablement 1,5 °C dès 2050, signe de notre échec à réduire les dégradations environnementales causées par nos économies industrialisées. La dérive climatique menace l'ensemble de nos concitoyens.

L'effort nécessaire à la transition énergétique et écologique promet de bouleverser l'ordre économique, social et politique. Mais l'inaction déboucherait sur des risques bien plus grands encore. Et cet effort collectif offre de nouveaux chemins pour renouveler les liens sociaux à la lumière de conditions d'existence qui changeront de gré ou de force, à cause des contraintes écologiques. Les élus locaux doivent sans attendre lancer les chantiers de la transformation. Le succès de ces chantiers complexes, parfois clivants, dépend en premier lieu de leur détermination, non de moyens supplémentaires. Les objectifs sont connus et clairs. Mais ils font appel à une « grammaire » nouvelle, qui réclame de la formation et du temps pour être acquise, entendue et acceptée. Les élus locaux disposent de nombreux leviers pour agir que la présente publication s'attache à illustrer.

Une boîte à outils pour (se) convaincre et mobiliser sur son territoire

Cet ouvrage s'inscrit dans la campagne du Shift Project et de ses partenaires à destination des élus et décideurs des territoires français. Il sélectionne et illustre – en s'appuyant sur nombre d'exemples locaux, d'infographies et de dessins – les défis et transformations à réaliser pour six types de territoires : Villes, Campagnes, Métropoles, Montagne, Littoral, et Outre-mer. Il propose des démarches adaptées aux nouveaux enjeux. Il plaide pour l'exemplarité des administrations territoriales et propose enfin un parcours type en 3 étapes pour bifurquer avant la fin du mandat (2026) :

1. Comprendre : prendre le temps de comprendre et partager les enjeux ;

2. Mobiliser : bâtir un nouveau « projet de territoire » désirable, sobre et résilient ;

3. Réorienter : aligner toute son action sur la nouvelle vision et ses objectifs de résilience et de transition écologique.

Le changement climatique : enjeu vital de sécurité publique

Alors que le réchauffement global atteint déjà 1,1 °C, les aléas climatiques (sécheresses, vagues de chaleur, inondations, etc.) ravagent des écosystèmes et tuent aujourd'hui en France. Chaque territoire, chaque activité économique doit dès à présent s'adapter au réchauffement. Sans adaptation, nous nous enliserons dans la gestion de crises à répétition et serons incapables de réussir la transition écologique. Adaptation et atténuation du réchauffement climatique sont indissociables. Les engagements actuels des pays signataires de l'Accord de Paris sur le climat conduisent pour l'instant l'humanité vers un réchauffement de l'ordre de 3 °C en 2100. Face à un tel niveau de réchauffement, l'adaptation de nombre de territoires et d'activités sera impossible. La nécessité de nous adapter au changement climatique va nécessairement de pair avec l'accélération de la décarbonation de l'économie française.

Une opportunité de sortir de notre dépendance aux ressources fossiles

La crise énergétique dans laquelle l'Europe est entrée fin 2021 démontre la profondeur de notre dépendance aux énergies fossiles. Au-delà des tensions géopolitiques, l'Union européenne fait face à des limites physiques. L'approvisionnement pétrolier de l'Europe risque, dès la présente décennie, d'être contraint par le déclin géologique de régions pétrolières stratégiques pour l'Union. Avec 38 % des ménages chauffés au gaz et près de trois quarts des actifs utilisant la voiture au quotidien, la vulnérabilité des citoyens français est immense. Le coût de cette dépendance se révèle exorbitant, pour l'Etat, comme pour les entreprises. La crise est l'occasion d'amorcer concrètement la sortie des énergies fossiles. Une sortie inéluctable, qui doit s'accompagner de la mise en œuvre de politiques de sobriété intelligentes. Ne ratons pas cette occasion comme nous avons raté l'opportunité historique offerte par la mise à l'arrêt de l'économie française pendant l'épidémie de covid-19.

Une transformation porteuse d'innombrables bénéfices

Outre leur contribution aux objectifs nationaux, les actions locales d'adaptation et d'atténuation amélioreront la sécurité, mais aussi la qualité de vie et le bien-être des habitants. Moins de pollutions, une meilleure alimentation, moins de précarité énergétique, plus de marche et de vélo, des espaces publics favorisant le lien social : la transition écologique aura des effets bénéfiques directs sur la santé physique et mentale de la population. La résilience implique plus de coopération et de solidarité au sein du territoire, comme entre les territoires : elle peut devenir un projet commun fédérateur et enthousiasmant pour des concitoyens souvent désabusés ou désorientés.

Des défis complexes à mieux comprendre et à partager

La transition ne saurait s'accomplir dans l'approximation ou la demi-mesure. La mauvaise compréhension de notions telle que la neutralité carbone, la réduction de l'artificialisation, l'autonomie énergétique ou alimentaire, engendre des objectifs incohérents, voire nuisibles aux efforts collectifs. De la qualité de l'appropriation du diagnostic (et de sa gravité) découle l'ambition et la pertinence des réponses apportées. Cette compréhension aide à ramener des notions abstraites, comme le réchauffement climatique global, à des enjeux locaux concrets de sécurité et de bien-être. La formation de l'ensemble des élus et des agents de collectivité est une priorité. Le partage à l'ensemble des parties prenantes du territoire conditionnera la fécondité du dialogue, la compréhension et la qualité des arbitrages politiques.

Un besoin de coordination et de coopération autour d'objectifs partagés

Les individus et les acteurs économiques n'attendent pas pour s'adapter aux évolutions en cours. L'absence de coordination et de coopération sur les territoires risque d'exacerber les rivalités pour l'accès aux ressources. On parle de « mal-adaptation » pour qualifier les actions qui améliorent la situation d'un acteur au détriment des autres. Exemple : l'accroissement de 15 % des surfaces agricoles irriguées en 10 ans, alors que l'accès à l'eau devient problématique. Seules des démarches collectives fixant des objectifs clairs et partagés au niveau territorial assureront le succès de la décarbonation et de l'adaptation des territoires.

Le manque de cohérence entre planification locale, régionale et nationale

Si la transition écologique doit être territorialisée, afin de tenir compte des spécificités de chaque territoire, une collectivité ne peut fixer seule ses objectifs, sans se soucier de sa contribution aux objectifs régionaux et nationaux. L'Etat doit clarifier ses attentes vis-à-vis des territoires, et établir une priorisation claire de l'usage des ressources limitées essentielles à la transformation de l'économie nationale. Des objectifs régionaux négociés entre l'Etat et les régions, tenant compte des spécificités locales, doivent être partagés et déclinés au niveau des intercommunalités. Celles-ci devront alors s'engager à les atteindre, en conservant une grande liberté d'action. Le développement d'une culture de l'évaluation, absente aujourd'hui, sera essentiel pour naviguer dans un monde incertain.

Les stratégies climatiques à revoir, pour mieux guider l'action locale

Conçues pour un monde stable, nos stratégies sous-estiment les conséquences du changement climatique, et omettent les crises susceptibles de survenir. L'intensification et la multiplication des aléas climatiques enraillent le bon fonctionnement de l'économie de nos territoires, et compliquent les efforts de décarbonation. Ainsi, sous l'effet conjugué des sécheresses et des crises sanitaires, la capacité de séquestration de carbone des forêts, sur laquelle repose l'atteinte de la neutralité carbone, a été divisée de moitié en 10 ans. L'aggravation du changement climatique impose une actualisation à la hausse de nos efforts de décarbonation. Or, seul un « Plan climat » territorial sur dix vise un objectif 2050 au moins égal à l'objectif national.

Un changement de trajectoire avant la fin des mandats municipaux !

Le mandat actuel sera le dernier mandat complet avant 2030, date à laquelle les émissions auront dû être divisées de moitié par rapport à 1990 (elles ont jusqu'ici baissé de 23 % seulement). Les élus locaux doivent dès maintenant ouvrir les chantiers permettant l'atteinte de cet objectif. Les connaissances et les expériences accumulées offrent une foule de pistes d'actions. Beaucoup ne nécessitent pas plus de moyens : il s'agit bien souvent de commencer par « arrêter de mal faire », c'est-à-dire d'aggraver les vulnérabilités en investissant dans des futurs obsolètes.

1. The Shift Project, *Pétrole : quels risques pour les approvisionnements de l'Europe ?*, mai 2021.

2. MTE, *Facture énergétique des ménages quasi stable depuis 2006 : hausse des prix et gains d'efficacité se sont compensés*, janvier 2021.

3. INSEE, *La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile-travail, même pour de courtes distances - Insee Première - 1835*, Consulté le 4 octobre 2022.

4. FNE, *Primo-analyse des données irrigation de la statistique agricole 2020*, mai 2022.

5. The Shift Project, *données CITEPA*, 2022

6. AdCF, *Contribution des intercommunalités aux objectifs climat-énergie*, 2021.



PAROLE D'UNE ÉLUE ENGAGÉE

« L'échelon local me semble être le plus adapté pour relever les défis environnementaux, car il allie proximité avec les administrés et prise en compte des singularités du territoire. En tant qu'élue local, nous disposons de nombreux leviers d'action. Sur notre canton, l'indice de fréquence de traitements phytosanitaires est l'un des plus élevés de France. Pour le réduire, nous pourrions envisager une aide à l'installation d'agriculteurs pratiquant l'agroécologie, approche vertueuse luttant aussi contre les inondations et le ruissellement.

Le GIEC Normand nous alerte sur la fragilité de la ressource en eau : il est vital d'orienter nos politiques publiques vers la sobriété hydrique en renonçant par exemple à l'implantation d'un nouveau centre aquatique. Mon expérience de sportif à travers le monde m'a permis d'être encore plus attaché à la protection de notre environnement. Courir dans des pays où le bonheur ne dépend pas de la richesse matérielle m'a fait envisager une nouvelle approche moins consumériste, plus simple et plus conviviale. J'ai aussi vu que le travail pouvait concilier nécessité et liberté. Les élu(e)s de la ruralité que nous sommes ont un rôle essentiel dans la transmission de ces valeurs, particulièrement auprès de notre jeunesse. La résilience doit être portée par tous les élu(e)s afin de répondre aux immenses enjeux du début de ce XXI^e siècle. »

SERGE GIRARD

Maire de Grainville-Ymauville (Seine-Maritime), Président de la Communauté de communes Campagne de Caux



CAHIER 2

CAMPAGNES

SOMMAIRE

Note aux décideurs	2
Parole d'un élu engagé	4
Retour vers le futur	6
Un autre scénario est possible	7
Portrait des territoires ruraux	8
Cinq principes d'actions pour prioriser	10
12 transformations	12
Se nourrir à la campagne	14
Travailler et produire à la campagne	20
Se loger et vivre à la campagne	26
Se déplacer à la campagne	32
Un changement de trajectoire avant la fin du mandat	39
Étape 1 : Comprendre	40
Étape 2 : Mobiliser	40
Étape 3 : Réorienter	41

RETOUR VERS LE FUTUR**Sans essence,
de vivre le village s'est arrêté**

Les stations du Super U, de TotalEnergies et de Shell étaient à sec. La prochaine pompe se trouvait à plus de 30 kilomètres, et rien ne garantissait d'obtenir le précieux or noir. J'ai préféré rentrer chez moi pour économiser les dix litres qu'il devait rester dans ma C4. On ne sait pas combien de temps ça va durer. Les stocks sont distribués prioritairement aux véhicules d'urgence, aux personnes exerçant un métier « essentiel » (selon la liste de Matignon sortie mercredi dernier), mais aussi aux transporteurs routiers afin de limiter les ruptures d'approvisionnement. Ils sont bien gentils, mais ici il faut prendre la voiture pour aller faire ses courses. Que les rayons soient pleins si personne ne peut y aller, ça n'arrange pas nos affaires...

Élue depuis 8 ans, je fais partie de la grande vague des néoruraux venus s'installer dans la campagne en périphérie des grandes villes au cours des années vingt. Après le covid, face à l'angoisse du changement climatique et de la guerre aux portes de l'Union européenne, nous avons été en une décennie plus d'un million à quitter les métropoles. Si j'avais su qu'en pleine campagne ma famille risquerait de manquer de nourriture ! Il y a bien des champs dans le coin, mais surtout du maïs et du blé que l'on n'a aucun moyen de transformer localement... Tout le reste manque.

L'installation des néoruraux est venue mordre sur les terres agricoles et, dans le village, de néomaraichers n'ont pas trouvé de débouchés suffisants en circuits courts, la majorité des habitants continuant de se fournir au supermarché et la restauration collective avec des produits à bas prix venant d'Espagne. Des terres agricoles sont en friche. Personne ne s'est lancé dans une activité agricole qui excède l'autoconsommation. On dépend d'un supermarché, comme dans les métropoles.

Ce n'est pas la première fois que les pompes sont à sec. L'instabilité géopolitique sur fond d'irréversible déclin de la production pétrolière cause régulièrement des problèmes d'approvisionnement. C'est la première fois que l'on se retrouve sans essence une semaine. Alors on s'organise. Ceux qui ont un véhicule électrique font un peu de covoiturage ou les courses pour les autres. Mais ces actes de solidarité sporadiques ne suffisent pas. Et cette canicule qui n'en finit pas...

Mon adjointe vient de passer la journée à arpenter les routes des villes voisines pour aller à la rencontre des habitants, maison par maison, avec le véhicule électrique de la commune, le coffre rempli de vivres. On a beaucoup de petits vieux qui vivent complètement isolés dans le coin. La pénurie d'essence et la canicule n'arrangent rien. Et comme on les connaît assez mal, on en est réduit au porte à porte. Hier, on a découvert une octogénaire, fille du pays, morte dans sa cuisine. Je peux vous dire que, désormais, on relève scrupuleusement les adresses de tous les anciens.

UN AUTRE SCÉNARIO EST POSSIBLE

On a bien fait de s'installer ici

Comme prévu, les pompes à essence sont encore à sec ! C'est à se demander pourquoi les pompistes s'acharnent à continuer à vendre de l'essence ou du diesel. Heureusement que toute la flotte de véhicules municipaux a été changée en 2023. Nous en avons réduit le nombre et nous les avons tous électrifiés, en s'équipant en priorité de vélos électriques et de vélocargos. Les panneaux solaires et les éoliennes ont bien trouvé leur place dans le paysage. Le bus de ramassage scolaire a été remplacé par une petite carriole tirée par un cheval qui amuse bien les gamins, et les plus grands vont au collège en vélo. Pour le lycée, qui est plus loin, la commune a subventionné l'achat de vélos et de scooters électriques.

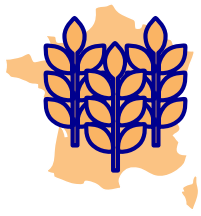
Grâce à la création de tiers-lieux, beaucoup d'habitants télétravaillent à deux pas de chez eux. Certains ont créé leur entreprise pour rester au village. Ceux qui doivent aller travailler en ville ont pris l'habitude de co-voiturer jusqu'au bureau ou jusqu'à la gare située à 10 km.

La commercialisation en direct de la production des serres maraîchères et de petits élevages locaux nous évite aussi de devoir courir au supermarché éloigné...

L'installation de maraîchers et arboriculteurs a été favorisée par un portage politique fort. Elle leur a permis de bénéficier des débouchés locaux grâce à un contrat avec les cantines scolaires, un atelier de transformation autogéré, un programme de sensibilisation des habitants, des chantiers participatifs pour aider les agriculteurs...

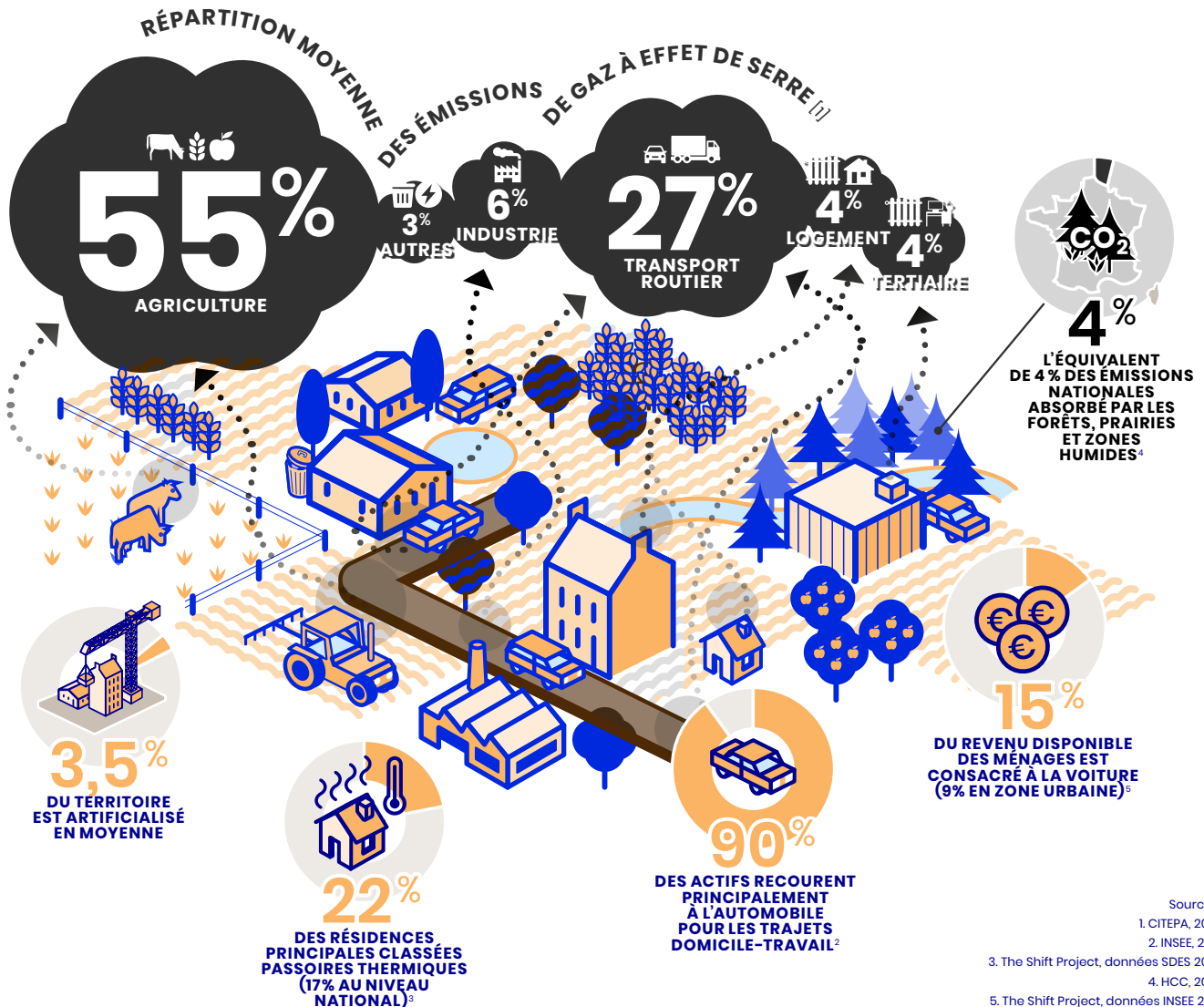
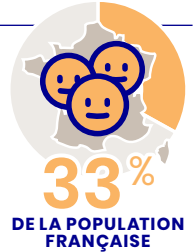
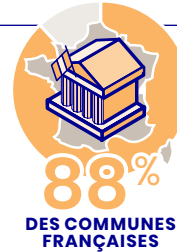
Finalement c'était une bonne idée de venir s'installer à la campagne. On a même pu accueillir des réfugiés de guerre dans nos logements vacants : des gens qualifiés ! Il y avait d'ailleurs parmi eux deux médecins généralistes qui ont repris le cabinet du dernier médecin du village parti en retraite il y a 6 ans. Trois jeunes femmes sont devenues aides à domicile, elles sont vraiment sympathiques avec nos anciens... et plus besoin de faire venir des associations spécialisées !

Bon, il y a bien cette canicule mais franchement on est mieux ici qu'en ville. Rien de tel que la fraîcheur d'une vieille maison rénovée !



PORTRAIT DES TERRITOIRES RURAUX

Les territoires ruraux se différencient beaucoup selon leur proximité avec des pôles urbains. Peu denses, ils se caractérisent par l'emprise du transport routier et la part prépondérante d'espaces agricoles et naturels.



Sources:

1. CITEPA, 2022

2. INSEE, 2021

3. The Shift Project, données SDES 2022

4. HCC, 2022

5. The Shift Project, données INSEE 2021

Des territoires agricoles¹ sans autonomie alimentaire

Les espaces agricoles représentent plus de 50 % de la superficie des territoires ruraux. Rarement consommée sur place, la production agricole alimente un système agroalimentaire national dont les produits sont ensuite dispersés sur le territoire français. Les territoires ruraux partagent ainsi, avec les territoires urbains, la dépendance aux importations alimentaires et aux chaînes logistiques carbonées.

L'automobile, clé de l'intégration économique et sociale

90 % des actifs ruraux ont recours à l'automobile comme mode de déplacement principal pour les trajets domicile-travail². Les transports en commun sont peu adaptés à ces espaces peu denses. Les distances autant que la culture et l'absence d'infrastructures sécurisées limitent le recours aux mobilités actives. La voiture reste hégémonique, surexposant, en l'absence d'alternatives, les populations à la hausse du prix des carburants.

Agriculture et transports : principales sources d'émission locale de GES

L'agriculture représente de loin le premier poste d'émissions de GES avec 55 % des émissions d'un territoire moyen, cette part croît avec l'importance de l'élevage. La plus grande part de la production agricole associée à ces émissions est exportée vers les territoires urbains. Le transport routier est le deuxième poste avec 27 % des émissions de GES. Un chiffre lié à l'emprise de l'automobile sur le mode de vie des habitants, mais aussi à l'attribution aux communes rurales des trajets d'autres véhicules sur leur territoire.

Polarisée ou non : une ruralité hétérogène

Une partie des territoires ruraux, sous influence des pôles urbains, sont plus jeunes et plus riches que la moyenne nationale. Il capte la majorité des migrations d'urbains vers la campagne, contribuant à la périurbanisation. À l'inverse, le rural autonome, éloigné des pôles urbains et vieillissant compense à peine son solde naturel négatif par les migrations et affiche un niveau de pauvreté similaire à celui de l'urbain, auquel s'ajoute une sous-représentation des ménages aisés ou plutôt aisés. Si pour les territoires ruraux sous influence des pôles, l'enjeu est de limiter l'attractivité pour restreindre l'artificialisation des sols, l'avenir des territoires ruraux autonomes repose sur l'installation de nouveaux habitants. Sous des angles différents, la question de l'accueil sur les territoires ruraux est centrale.

Ressources locales & contribution nationale

En raison de leur potentiel de puits de carbone (espaces naturels, terres agricoles et forêts), les territoires ruraux devront devenir des territoires absorbants plus de GES. La recherche d'une plus grande résilience sur tous les plans (alimentaires, énergétiques, etc.) ne devra pas se faire au détriment du rôle de fournisseur qu'ils continueront de jouer auprès des territoires urbains.

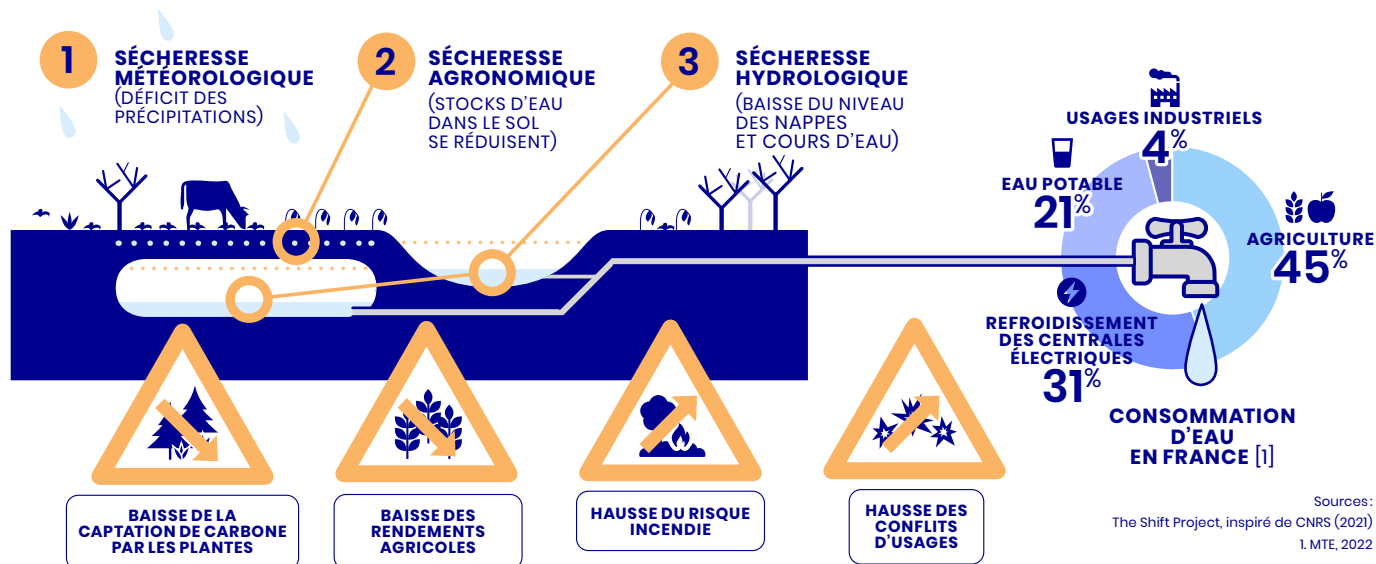
Une transformation physique liée au climat

L'exposition des territoires ruraux au changement climatique dépend de leur situation géographique. La perturbation du cycle de l'eau, les sécheresses les fragilisent particulièrement en raison de la prépondérance des espaces naturels et agricoles dont la vitalité dépend de l'accès à l'eau. Les paysages et les activités économiques associées risquent d'en être bouleversés.

1, 2. INSEE, *La France et ses territoires*, 2021.

Les territoires ruraux au défi de la multiplication des sécheresses

En matière de sécheresse des sols, la situation « normale » en France à la fin du siècle correspondra aux points extrêmes actuels.



Cinq principes d'action pour prioriser

Tout au long de ce cahier sont proposées des transformations illustrées de leviers d'actions et d'exemples locaux inspirants. Loin d'être exhaustives, ces transformations répondent à cinq principes d'actions pour prioriser et arbitrer sur son territoire.



Arrêter d'aggraver le problème

Renoncer aux projets ne s'inscrivant pas dans la vision d'un territoire décarboné et d'un réchauffement global de 1,5 °C en 2050

Avant de se précipiter sur de nouvelles actions, un inventaire rigoureux de l'action territoriale permet d'éviter les actions qui contribuent à enfermer le territoire dans une trajectoire incompatible avec un monde post-carbone. Il s'agit de faire preuve de discernement en se projetant dans le long terme, en anticipant la fin des énergies fossiles et les effets du changement climatique. Le besoin auquel répond ce projet aura-t-il encore un sens en 2050 si sa durée de vie l'excède ? Le projet risque-t-il de rendre le territoire plus dépendant aux énergies fossiles ? Le projet reste-t-il viable face aux effets d'un réchauffement global de 1,5 °C en 2050 et plus au-delà ? Ce premier principe concerne, en particulier, les projets d'infrastructures, structurant et coûteux, conçus pour des dizaines d'années¹. Autour d'une infrastructure nouvelle se développe inévitablement un écosystème d'acteurs et d'usagers. Éviter un projet utile à quelques acteurs mais obsolète dans un monde post-carbone sera toujours moins coûteux politiquement, économiquement et socialement que de fermer une infrastructure désormais ancrée dans l'économie et la vie du territoire.



Commencer maintenant ce qui prend du temps

Amorcer les chantiers structurants et les transitions ayant les plus grandes inerties

La transformation d'un territoire est soumise à certains pas de temps incompressibles que ce soit en raison de la nature des éléments à transformer ou encore des ressources (financières, physiques ou humaines) allouables. Ces chantiers de long cours doivent être amorcés le plus tôt possible. Il en est ainsi de l'adaptation des forêts qui ne peuvent être transformées que graduellement sans porter atteinte aux équilibres écologiques, du renouvellement du parc automobile limité par la production annuelle de véhicules, ou encore du chantier de la rénovation thermique du bâtiment dépendant du nombre de professionnels compétents. Les changements de comportement sont eux-mêmes marqués par une forte inertie. La mise à disposition des alternatives et des infrastructures adéquates est primordiale pour ouvrir la voie à leur généralisation.

1. Carbone 4, *Le rôle des infrastructures dans la transition bas-carbone et l'adaptation au changement climatique de la France*, décembre 2021.



Maximiser l'efficacité et les co-bénéfices

Commencer par les actions les plus efficaces et aux co-bénéfices importants pour engager la transformation

En matière de résilience territoriale comme pour les objectifs climatique, la trajectoire compte autant que le point d'arrivée. Plus un territoire s'y prend tôt pour limiter ses émissions de GES, moins les émissions cumulées seront importantes à horizon 2050. Plus vite un territoire réduit sa dépendance aux énergies fossiles, plus il sera résilient aux crises énergétiques déjà présentes. Les territoires doivent s'attaquer aux gisements d'émissions les plus importants en cherchant à maximiser le rapport coût-bénéfice carbone de leur action, sans disperser leurs moyens sur des dispositifs aux bénéfices secondaires. Prioriser les actions présentant des co-bénéfices pour les écosystèmes ou la population générera une dynamique favorable à la transformation du territoire.



Privilégier les actions contribuant aux objectifs partagés

Choisir l'action en fonction des liens de solidarité et de coopération entre territoires et en fonction de la contribution de ses ressources propres aux objectifs partagés

Aucun territoire n'a à gagner à voir se déliter les territoires voisins. L'identification des interdépendances entre territoires permettra d'investir prioritairement sur les infrastructures et les réseaux essentiels à la sécurité du plus grand nombre. Les instances de gouvernance des ressources en partage (eau, forêt, etc.) doivent être renouvelées ou créées afin de permettre d'arbitrer leur répartition et d'en faire évoluer les modes de gestion. Les collectivités disposant de ressources essentielles à l'atteinte des objectifs de décarbonation nationaux doivent porter une attention particulière à leur entretien et à leur usage.



Anticiper pour pouvoir prendre appui sur les crises

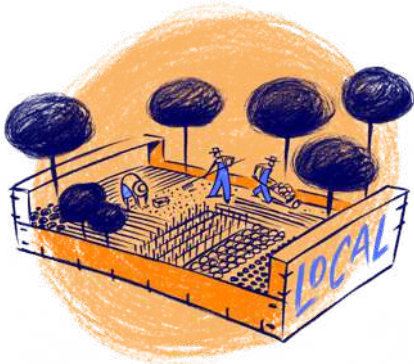
Planifier dès aujourd'hui les transformations les plus ambitieuses pour tenir le cap et naviguer dans un environnement incertain

Ambitieuse dans ses objectifs, la planification territoriale doit être pragmatique dans la temporalité et les actions menées à court terme. Certains objectifs pourront paraître hors d'atteinte dans les conditions actuelles. Leur formulation claire envoie néanmoins un signal aux acteurs du territoire et prépare le terrain pour rehausser l'ambition des actions quand le contexte sera plus favorable.

Face à l'instabilité croissante, la préservation des liens sociaux et d'un dialogue serein est essentielle. Il ne faut pas renoncer à agir, mais agir de manière tactique. Certaines actions se heurteront à des murs juridiques, politiques et économiques. Les territoires sont embarqués dans un processus de transformation inédit et non balisé qui ne se fraiera un chemin qu'au fil des blocages qui seront repoussés ou contournés de manière itérative.

Les crises locales ou nationales et l'évolution du cadre réglementaire précipiteront certaines évolutions. *A minima*, elles constitueront des moments de remise en question, de sortie des acteurs de leurs habitudes, propices à les embarquer dans une nouvelle direction. Mais pour être capable de garder le cap en dépit des urgences et des crises, encore faudra-t-il avoir anticipé et préparé les transformations via une planification rigoureuse et souple en amont.

SE NOURRIR À LA CAMPAGNE



Soutenir
une agriculture nourricière
pour le territoire



Prioriser l'élevage à l'herbe :
le bonheur des éleveurs
est dans le pré



Réussir la transition
agroécologique
à grand renfort de paysans

TRAVAILLER & PRODUIRE À LA CAMPAGNE



Innover socialement
pour développer l'activité
économique sur le territoire



Améliorer l'accès
aux commerces et aux
services par l'itinérance



Développer les énergies
renouvelables
avec et pour les citoyens

SE LOGER & VIVRE À LA CAMPAGNE



Préserver
le trésor des campagnes :
biodiversité, paysages...



Rénover et redynamiser
les centres-bourgs
en priorité



Développer
la fonction d'accueil
des territoires ruraux

SE DÉPLACER À LA CAMPAGNE



Sécuriser
le développement du vélo
à la campagne !



Favoriser l'accès
à la voiture électrique
et aux microvoitures



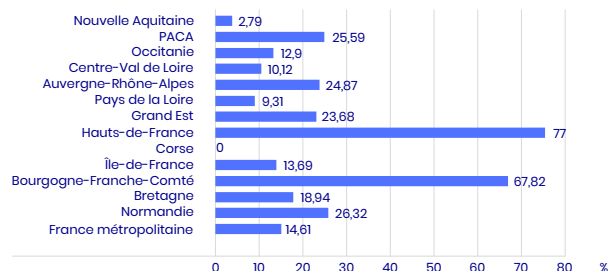
Promouvoir
les trajets bas-carbone
vers les villes centres



L'eau au coeur de conflits d'usage aggravés par le dérèglement climatique

Si seules 5 % des surfaces agricoles sont irriguées, elles représentent 45 % de l'eau consommée en France. La proportion de terres irriguées est en hausse de 14,61 % sur 10 ans. Face à l'aggravation inéluctable des épisodes de sécheresse, sans transformation des pratiques de culture, la demande en eau de l'agriculture risque de s'accroître, entraînant des tensions sur la ressource et ouvrant à des conflits d'usages de plus en plus fréquents et violents. Début août 2022, plus de cent communes en France n'avaient plus d'eau potable. La plupart ravitaillaient leurs habitants par camions citernes¹. Certaines cultures, comme le maïs qui représente près de la moitié des surfaces irriguées², seront de plus en plus pointées du doigt par l'opinion publique tandis que les restrictions d'utilisation d'eau se multiplieront.

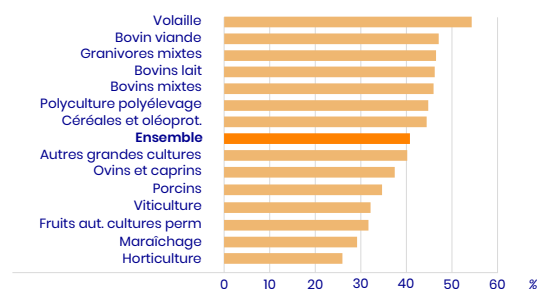
ÉVOLUTION DE LA SURFACE IRRIGUÉE DE 2010 À 2020
par région métropolitaine (%) – Source : FNE, donnée Agreste, 2022³



La crise climatique fragilise un peu plus un système d'élevage à bout de souffle ?

Les sécheresses affectent sévèrement la production fourragère. Sans fourrage suffisant, les éleveurs se résolvent à envoyer leurs bêtes, devenues trop chères à nourrir, précocement à l'abattoir. Ainsi en 2018, dans une Grande-Bretagne confrontée à une sécheresse historique, l'abattage de bovins a été de 18 % plus élevé que l'année précédente en juillet⁴. Les vagues de chaleur représentent également une pression directe pour le bétail, dès juin 2022, la quasi-totalité du territoire est notifié en état de stress sévère pour les bêtes. Des températures représentant un risque mortel pour les bovins sont atteintes en août 2022 au Pays-Basque⁵. Le niveau d'endettement des éleveurs atteint déjà un niveau historique, tout comme leur taux de suicide très supérieur à la moyenne nationale⁶. Ces crises récurrentes fragilisent une population active agricole précarisée et nuisent encore un peu plus à l'image et l'attractivité du métier d'éleveur.

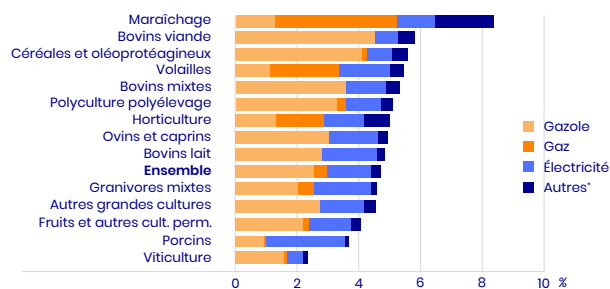
POIDS DE L'ENDETTEMENT DANS L'EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)
Source : Agreste, 2021⁷



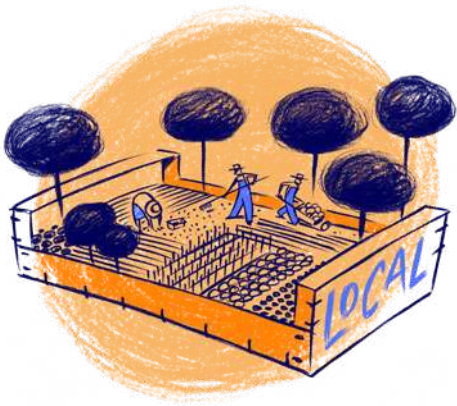
De la crise énergétique sur l'agriculture à la crise alimentaire

L'agriculture est encadrée dans sa dépendance aux énergies fossiles que ce soit pour son fonctionnement ou via sa mobilisation pour produire des bio-carburants. Les dépenses directes en énergies fossiles représentaient entre 4 et 6 % des coûts pour la plupart des productions agricoles courantes en 2019, une proportion démultipliée depuis par la hausse de leur prix. Les coûts de chauffage, de réfrigération ou de transport, en particulier dans le maraîchage, finissent par dissuader les agriculteurs de planter. S'y ajoutent les effets indirects de cette hausse comme l'envolée du prix des engrais azotés. 52 % de la capacité européenne (hors Ukraine) de production d'ammoniac était à l'arrêt au 30 août en raison de la hausse des prix du gaz (90 % de leurs coûts de production)⁸. Le prix de la tonne d'engrais a quasiment quadruplé entre 2020 et septembre 2022⁹. L'équation économique se tend pour un grand nombre d'exploitants et se répercute en définitive sur les consommateurs finaux.

PART DES DÉPENSES DIRECTES EN ÉNERGIE DANS LES PRODUITS COURANTS
Source : Agreste, 2021¹⁰



* Fioul domestique, essence, éthanol, divers.



Soutenir une agriculture nourricière pour le territoire

Les territoires ruraux sont les seuls à pouvoir atteindre une forte autonomie alimentaire.

La spécialisation agricole actuelle des territoires ruraux et leurs faibles capacités de transformation ne permettent pas de subvenir localement aux besoins alimentaires de leur population. Ils restent paradoxalement presque aussi vulnérables que les urbains aux ruptures d'approvisionnement et aux fluctuations des prix des produits alimentaires. À la dépendance au pétrole pour l'approvisionnement s'ajoute celle des consommateurs : leurs déplacements pour les achats alimentaires sont réalisés à 90 % en voiture et s'élèvent en moyenne à plus de 60 kilomètres par semaine pour un foyer de trois personnes. Une dépense énergétique qui s'ajoute à celle en hausse de l'alimentation¹. Les terres agricoles doivent, en priorité, être réorientées vers des productions alimentaires transformées, distribuées et consommées localement pour une alimentation saine et diversifiée, également gage de sécurité, de lien social et d'emplois sur le territoire. Dans un contexte grandissant d'instabilité, la résilience alimentaire du territoire devient un facteur déterminant de la résilience territoriale.

Leviers d'action

- Développer des moyens locaux de transformation en partenariat avec les agriculteurs et les coopératives.
- Soutenir l'autoproduction des citoyens à travers les projets scolaires et l'organisation d'événements festifs dédiés.
- Travailler avec les agriculteurs locaux pour diversifier les productions et servir la commande publique ou créer une régie communale.

- **Restauration scolaire : le local, un régal**
Communauté de communes Côte d'Emeraude (Ile-et-Vilaine), vidéo 1'31"
 - Effet levier de la loi Egalim sur la restauration scolaire
 - Cuisine sur place, circuits courts
 - Projet Agricole et Alimentaire Territorial (PAAT)
- **Le Plan Alimentaire Territorial**
Parc Naturel Régional du Livradois Forez et du Grand Clermont (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Loire) vidéo 11'50"
 - Intervention du vice-président du Grand Clermont
 - Démarche globale du Plan Alimentaire Territorial
 - Adaptation de l'agriculture aux enjeux du dérèglement climatique
- + **À la suite des pionniers, les régies agricoles communales**
Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes)
- **Ungersheim** (Haut-Rhin), vidéo 2'21"
- + **Loupiac** (Gironde)
- **Cussac Fort Médoc** (Gironde), vidéo 2'52"



Prioriser l'élevage à l'herbe : le bonheur des éleveurs est dans le pré

Face à la réduction continue du nombre d'élevages, il faut sortir de l'indignation pour accompagner les éleveurs vers une production plus qualitative.

L'élevage demeurera dans les campagnes. Il reste indispensable sur un grand nombre de territoires et jouera un rôle déterminant dans l'évolution des pratiques vers l'agroécologie.

Toutefois, compte tenu de son poids dans les émissions de GES et dans les surfaces cultivées, la production de viande devra diminuer d'un facteur 3¹². Il s'agit aussi d'un enjeu de sécurité nationale. Les crises climatiques et énergétiques vont se multiplier, la productivité agricole poursuivra sa stagnation, si elle ne décroît pas. La priorisation de l'usage des terres vers des cultures alimentaires humaines devient essentielle. La transition des activités d'élevage passera par une revalorisation du prix des produits animaux au bénéfice des éleveurs, en particulier par des circuits plus directs. Une augmentation de 1 % du prix au consommateur permettrait d'augmenter de 7 % le prix payé aux éleveurs¹³. Enfin, il s'agit de préserver au maximum les prairies contre la tentation actuelle de les retourner dès que le prix des céréales flambe, minant ainsi également leur potentiel de puits de carbone.

Leviers d'action

- Encourager les éleveurs à la diversification de leur production vers des modèles de polyculture-élevage.
- Développer les circuits courts mieux rémunérés avec la restauration collective, les distributeurs locaux et les citoyens.
- Préserver et restaurer les prairies et les zones humides.

- **Du champs à l'assiette**
Côte d'émeraude (Ile-et-Vilaine, Cote-d'Armor), vidéo 1'32"
 - Elevage vaches limousines 100% à l'herbe, Agriculture Bio
 - Circuits courts
 - Approvisionnement restauration collective
- **82% des français favorables à la fin de l'élevage industriel**
selon une enquête IFOP pour le Journal du Dimanche publiée en octobre 2022
- **La justice ordonne à l'Etat néerlandais de réduire de 50% ses émissions d'azote d'ici 2030**
 - Jugement du Conseil d'Etat au regard des engagements européens
 - Programme de réduction massive du cheptel (un tiers) suscitant la colère des agriculteurs
 - Trois options : adapter son élevage en réduisant sa production, se délocaliser dans une zone moins sensible, cesser son activité
- **La maîtrise foncière pour préserver et restaurer des prairies**
PNR du Lubéron (Alpes-de-Haute-Provence), vidéo 7'17"
 - Acquisition foncière par les communes et le Conservatoire des Espaces Naturels
 - Location à des éleveurs avec des cahiers des charges environnementaux
 - Réimplantation de prairies naturelles



Réussir la transition agroécologique à grand renfort de paysans

L'accompagnement des agriculteurs et l'installation d'une nouvelle génération de paysans seront essentiels à la réorientation vers l'agroécologie et à la résilience alimentaire locale.

La généralisation de l'agroécologie est la pierre angulaire de l'adaptation de l'agriculture au dérèglement climatique et de sa libération des énergies fossiles. Elle favorisera aussi une meilleure fertilité des sols, le captage du carbone et le maintien d'un niveau élevé de production à long terme. La diffusion de l'agroécologie, plus intensive en main-d'œuvre que l'agriculture conventionnelle nécessitera le recrutement de 500 000 travailleurs supplémentaires à horizon 2050. À contre-courant de cet objectif, environ 50% des chefs d'exploitation atteindront l'âge légal de départ à la retraite en 2030. Cette vague de départ en retraite, si elle est bien accompagnée, peut permettre de redéfinir l'organisation et la production agricole locale. Sans action publique résolue pour éviter davantage de concentration agricole, l'horizon de la transition agroécologique s'éloignera durablement.

Leviers d'action

- ▶ Travailler avec les agriculteurs, la SAFER et d'autres acteurs fonciers pour mieux planifier les départs et trouver des repreneurs.
- ▶ Faciliter l'installation de projets agroécologiques (contractuellement, financièrement etc.).
- ▶ Acquérir du foncier pour le mettre à disposition d'agriculteurs en échange d'engagements environnementaux.

▶ Arbres en agriculture : solutions pour le climat

Marcelcave, Bayonvillers (Somme), vidéo 7'50"

- Co bénéfices de l'agroforesterie : effet brise vent, microclimat favorable au rendement, lutte contre sécheresse et canicule, gain de biodiversité, production biomasse bois énergie...
- L'arbre au service de l'agriculteur
- Implantation de haies très performantes

▶ Des tiers lieux agricoles pour aider les néo paysans à se lancer

L'espace test agricole, vidéo 3'34'

- Tester son projet pendant au moins une saison
- Cadre réel et sécurisant
- Prêt de terres et de matériel, conseil gestion administrative et financière
- Intégration dans un réseau
- Droit à l'erreur

+ Des veilleurs de terres en quête de foncier

PAT Pays Cœur d'Hérault (Hérault)

- Former un groupe de citoyens pour repérer les friches exploitables, leurs propriétaires sur le territoire
- Informer les communes concernées pour faciliter l'arrivée de porteurs de projet
- Formations dispensées par l'association *Terres de Liens*

▶ La commune à l'épreuve de la reconquête agricole,

Capestang (Hérault), vidéo 2'29"

- Reconquête des nombreuses friches du territoire
- Diagnostic agricole pour les identifier
- Mise à disposition d'exploitants locaux orientés sur le marché local
- Création de jardins partagés loués aux habitants de la commune

RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources
en ligne, scannez le QR code



Ici & maintenant

- ▶ **Restauration scolaire : le local, un régal**
Communauté de communes Côte d'Emeraude (Ile-et-Vilaine), vidéo 1'31"
- ▶ **Le Plan Alimentaire Territorial**
Parc Naturel Régional du Livradois Forez et du Grand Clermont (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Loire), vidéo 11'50"
- ▶ **À la suite des pionniers, les régies agricoles communales**
Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes)
- ▶ **Ungersheim** (Haut-Rhin) vidéo 2'21"
- ▶ **Loupjac** (Gironde)
- ▶ **Cussac Fort Médoc** (Gironde) vidéo 2'52"
- ▶ **Du champs à l'assiette**
Côte d'Émeraude (Ile-et-Vilaine, Côte d'Armor), Vidéo 1'32"
- ▶ **La justice ordonne à l'Etat néerlandais de réduire de 50% ses émissions d'azote d'ici 2030**
- ▶ **La maîtrise foncière pour préserver et restaurer des prairies**
PNR du Lubéron (Alpes-de-Haute-Provence), vidéo 7'17"
- ▶ **Arbres en agriculture : solutions pour le climat**, Marcelcave, Bayonvillers (Somme), vidéo 7'50"
- ▶ **Des tiers lieux agricoles pour aider les néo paysans à se lancer**
L'espace test agricole, vidéo 3'34"
- ▶ **Des veilleurs de terres en quête de foncier**
PAT Pays Cœur d'Hérault (Hérault)
- ▶ **La commune à l'épreuve de la reconquête agricole**, Capeatang (Hérault) vidéo 2'29"

Pour aller plus loin

- ▶ **L'association Terres de liens**
une fédération des 19 associations territoriales, une foncière, une fondation pour acquérir du foncier agricole avec des financements citoyens et installer de nouveaux agriculteurs.
- ▶ **AgriLocal.fr**
plateforme internet de mise en relation et d'échanges entre acheteurs de restauration collective et fournisseurs de produits agricoles. 38 départements adhérents.
- ▶ **Fermes d'avenir**
réseau d'acteurs s'engageant dans l'agro écologie proposant divers types d'accompagnement.
- ▶ **RnPAT.fr**
réseau national des projets alimentaires territoriaux.
- ▶ **CRATER**, calculateur pour la résilience alimentaire des territoires
- ▶ **Vers la résilience alimentaire**
Les greniers d'abondance, 2020

Sources

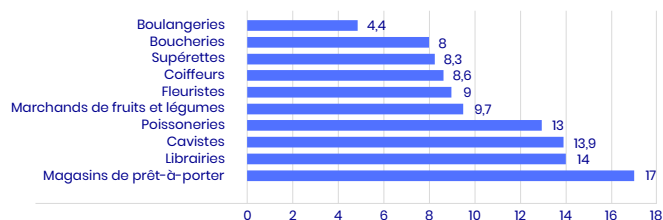
1. **leparisien.fr** Sécheresse : plus d'une centaine de communes en France n'ont plus d'eau potable, alerte le ministre de l'Écologie, 5 août 2022.
2. **Agreste**. Pratiques de culture et d'élevage. Pratiques culturelles. Consulté le 9 septembre 2022.
3. **FNE** Primo-analyse des données irrigation de la statistique agricole 2020, mai 2022.
4. **Les Echos** Les éleveurs d'Europe du Nord durement frappés par la sécheresse, 28 août 2018.
5. **Marie-Laure Biscaye** Canicule : ITK (re)lance des alertes de stress thermique des élevages. itk - Predict and Decide (blog), 13 juillet 2022.
6. **MSA (Mutualité sociale agricole)** Les statistiques des risques professionnels des non salariés et des chefs d'exploitations agricoles. Données nationales 2017, 2019.
- 7, 10. **Agreste** Résultats économiques de l'agriculture. Résultats des exploitations, 2021.
8. **Web-agri.fr** Plus de la moitié des lignes de production d'ammoniac en Europe sont à l'arrêt. Consulté le 9 septembre 2022.
9. **Web-agri.fr** Cours des engrais agricoles - prix et analyses - Ammonitrate 33.5. Consulté le 9 septembre 2022.
11. **IDDRI** L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France - de la production à la consommation. Consulté le 5 septembre 2022.
- 12, 13. **The Shift Project** Climat, crises : Le plan de transformation de l'économie française. Odile Jacob., 2022.
14. **The Shift Project** L'emploi : moteur de la transformation bas-carbone, 2021.
15. **Tableau de bord de la population des chefs d'exploitation agricole ou des chefs d'entreprise agricole en 2018, 2020.**



Un accès aux commerces et aux services directement impacté par la crise énergétique

À faible densité de population répond une faible densité de commerces en zone rurale. Les distances importantes à parcourir pour accéder aux commerces contraignent à un recours quasi systématique à la voiture. Le temps d'accès moyen aux services courants est en moyenne deux fois plus élevé dans les territoires ruraux qu'en ville¹⁶. S'y ajoute une problématique d'accès aux services publics et en particulier aux soins : en 2020, 79 % des ruraux n'ont pas accès aux urgences en moins de 30 minutes¹⁷. Ce déficit pèse sur le quotidien et la sécurité des ruraux, mais il est aussi dissuasif pour l'installation de nouveaux habitants.

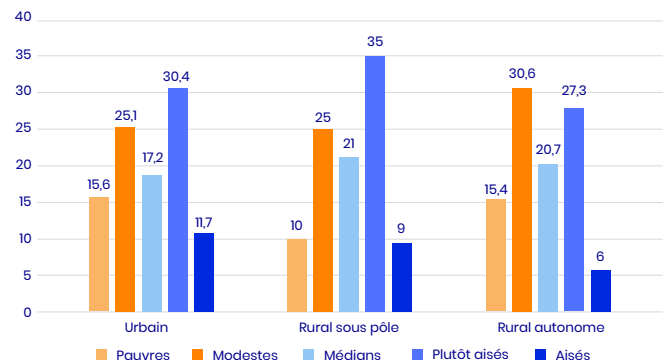
NOMBRE DE KM PARCOURUS POUR SE RENDRE DANS DIFFÉRENTS COMMERCES DANS LES RÉGIONS RURALES EN FRANCE EN 2018 Source : Statista, 2022¹⁸



Les économies rurales inégalement touchées par le prix des énergies fossiles

Au moins deux types de ruralités se distinguent nettement, le rural polarisé par les pôles urbains, plus riches et dynamiques, et le rural autonome ou l'ultra-ruralité, plus pauvres. Une hausse des prix des énergies fossiles grèvera le revenu disponible du rural polarisé comme du rural autonome en raison de leur forte dépendance à la voiture. Mais les effets sur l'économie locale se feront toutefois davantage sentir sur l'ultra-ruralité où 46 % des ménages sont catégorisés comme pauvres ou modestes (seulement 35 % dans le rural polarisé, 41 % dans l'urbain). Les ménages aisés et plutôt aisés, susceptibles de maintenir la consommation locale et ainsi de soutenir les commerces et les services locaux, ne représentent que 33 % des ménages dans l'ultra-ruralité ou rural autonome contre 44 % dans le rural polarisé.

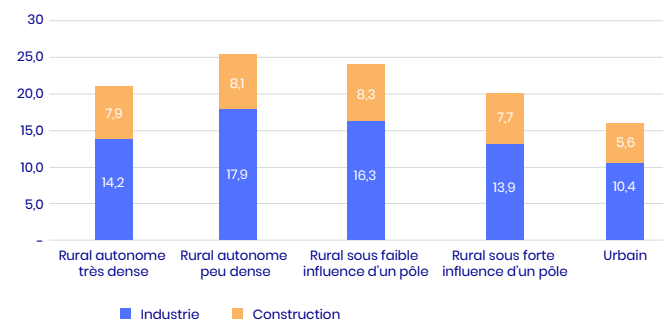
RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LEUR NIVEAU DE VIE PAR TYPE DE TERRITOIRE Source : Météo-France, Drias 2020.



Le manque de travailleurs en zone rurale, frein à la transition écologique

S'ils ne parviennent pas à reconvertir leurs travailleurs ou à attirer de nouveaux actifs qualifiés, les territoires ultra-ruraux risquent de prendre du retard dans leur transition écologique par manque de travailleurs compétents. À l'échelle nationale, la transition agroécologique réclamera 500 000 travailleurs supplémentaires, la rénovation des bâtiments 100 000¹⁹. Sans filière locale de rénovation, par exemple, les territoires ruraux peineront à faire venir des artisans urbains et les investissements ne bénéficieront que peu à l'économie locale. Parallèlement, de nombreux emplois pourraient disparaître dans des industries fortement émissives ou dans la construction, des activités surreprésentées en zone rurale.

PART DE L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION DANS L'EMPLOI LOCAL PAR TYPE DE TERRITOIRE Source : The Shift Project, données INSEE 2021²⁰





Innover pour développer les activités économiques et sociales sur le territoire

L'activité économique et la vitalité sociale des territoires ruraux doivent s'appuyer l'une sur l'autre pour inventer de nouvelles formes d'activités.

De nouveaux modèles économiques, coopératifs ou encore associatifs, peuvent permettre de relancer des activités économiques ou des commerces pérennes sans peser entièrement sur le budget de la collectivité. Celle-ci doit jouer un rôle de facilitation en particulier en mobilisant le foncier et les locaux à sa disposition. Les centres de formation sont principalement situés en ville. Le développement de formation en alternance ou en apprentissage au niveau local, mais aussi le recours à la formation à distance permettront de simplifier les reconversions et formations des habitants attachés au territoire. Les efforts pour attirer des professionnels de santé devront se poursuivre. L'évolution du cadre de vie local y fera sans doute beaucoup.

Leviers d'action

- **Construire un projet local de santé visant l'accompagnement à l'installation de professionnels (et intégrant les dimensions de santé mentale et de santé environnementale).**
- **Orienter les populations locales en reconversion et les jeunes vers des formations répondant aux besoins locaux ; campus connecté.**
- **Proposer des services de mobilité à la demande pour faciliter l'accès aux soins et aux services pour les personnes non véhiculées.**

- + **La santé comme projet de territoire**
Gignac, Communauté Vallée de l'Hérault (Hérault)
 - Des professionnels de santé regroupés dans un lieu unique
 - Une réponse aux carences de l'offre de soins du territoire
 - Une recherche de complémentarité avec les autres offres de soins du territoire intercommunal
 - Un projet associant collectivités et entreprises privées
- + **Le campus connecté**
Pays de Saint-Omer, Pays de Lumbres (Pas-de-Calais)
 - Lever les obstacles à la poursuite d'études supérieures
 - Mêmes formations mêmes diplômes que les étudiants en présentiel
 - Un système de tutorat pour réussir un enseignement à distance
- + **Une école de production pour attirer les entreprises**
Sologne-les-rivières, Salbris (Loir-et-Cher)
 - Ecole-entreprise des métiers de l'industrie
 - Un territoire désindustrialisé
 - Sous-traitance d'entreprises locales pour la production de pièces
 - Formation gratuite, un tiers du temps sur la théorie, deux tiers en ateliers de production
 - Diplômes CAP et BAC Pro
- + **Un premier café dans le village depuis 30 ans**
Gramond (Aveyron), programme « 1000 cafés »,
 - Café multiservices dans un bâtiment rénové par la mairie
 - Une initiative « 1000 cafés » programme porté par le groupe SOS
 - Propriétaire du fonds de commerce, cofinancier, avec la Région Occitanie, du matériel, du stock et de la trésorerie
 - Revenu fixe plus part variable pour la gérante



Améliorer l'accès aux commerces et aux services par l'itinérance

La promotion de l'itinérance des services permet de maintenir et développer des emplois locaux qualifiés tout en dynamisant le tissu social local.

En dépit de certaines relocalisations et des efforts à soutenir absolument pour recréer des commerces et redynamiser ainsi des territoires ruraux, beaucoup ne parviendront pas à garantir la viabilité de commerces et centres de services dans leurs bourgs. Afin de limiter le recours à la voiture individuelle et d'améliorer l'accès aux services de populations vulnérables, l'itinérance des services pourra être développée. L'idée est de faire venir l'offre de services au plus proche des citoyens/consommateurs dispersés. Cette pratique permet aussi de renforcer les relations sociales sur le territoire contrairement au e-commerce individualisant et excluant. Les marchés de village en sont un exemple emblématique.

Leviers d'action

- ▶ **Travailler avec les villes-centres et les petites communes pour organiser l'itinérance des services.**
- ▶ **Développer, aménager, soutenir des (tiers) lieux accueillant à la fois des services publics et de l'activité privée, ainsi que les cafés et épiceries multi-services.**
- ▶ **Communiquer sur les marchés, par tous moyens de communication (affiches, commerçants locaux, réseaux sociaux...) auprès des citoyens sur la valeur de ces démarches locales.**

- ▶ **L'épicerie itinérante, Béa'rik**
Communauté Pays Basque, vidéo 1'41"
 - Promouvoir l'agriculture locale,
 - Faire du lien social dans les villages sans vie
 - Aider les personnes les plus isolées
- ➕ **Un espace de télétravail pour dynamiser le territoire**
Autour de Chenonceaux (Indre-et-Loire)
 - Espace de co working dans des bâtiments communaux
 - Accueil d'entreprises à l'année et travailleurs occasionnels
 - Territoire rural à 20mn de Tours
- ▶ **L'Hermitage, un tiers lieux d'innovations rurales**
Autrèches (Oise), vidéo 3'55"
 - Propriété de 30 hectares
 - De multiples activités : maraîchage, développement web, aquaponie, café cantine, brasserie, fab'lab, repair café, accueil de séminaires d'entreprises
- ➕ **Ebus, une maison France Services itinérante**
Concarneau Cornouailles (Finistère)
 - Maison France Service dans un bus itinérant
 - Accompagner les habitants sur le numérique et l'accès aux services administratifs
 - Sur RDV, forte demande des habitants les plus éloignés du numérique
 - Deux agents sur place



Développer les énergies renouvelables avec et pour les citoyens

Pour sortir des énergies fossiles, le développement des énergies renouvelables doit être maîtrisé et piloté collectivement et localement.

L'installation de capacités de production d'énergie renouvelable est une condition *sine qua non* de la transition énergétique.

Même dans le scénario le plus ambitieux pour le développement du nucléaire (50 % de l'électricité produite à horizon 2050), il faudra installer sept fois le solaire et plus de trois fois l'éolien actuel²¹. L'installation de capacités de production d'énergie renouvelable suscite souvent un fort rejet par les populations locales, notamment les vastes projets éoliens ou de méthanisation. Conçus sans réelle concertation avec les populations, ces projets n'apportent généralement aucun bénéfice local capable de compenser les nuisances, parfois nombreuses. L'implication des citoyens dans la gouvernance et le financement des projets contribuera à améliorer la qualité des projets, à s'assurer de retombées positives pour le territoire d'accueil et ainsi à les rendre acceptables²². Cette implication citoyenne contribue à la diffusion des enjeux de résilience territoriale et de transition écologique sur le territoire. Il s'agira souvent de favoriser des projets de taille modérée.

Leviers d'action

- **Privilégier les projets à gouvernance citoyenne locale (au-delà de la simple concertation) et participer au capital des projets.**
- **Développer les réseaux de chaleur en zone rurale, appuyés sur le bois énergie (par exemple avec le bois des haies bocagères plantées pour favoriser la biodiversité et limiter le ruissellement).**
- **Mieux communiquer sur les concertations locales, mieux associer les citoyens à l'élaboration des stratégies dans lesquelles s'inscrivent les projets d'énergies renouvelables.**

- +** **Le soutien du photovoltaïque avec les agriculteurs**
 Pays de Cayres-Pradelles (Haute-Loire)
 - Une prise en charge administrative et technique
 - Des garanties d'emprunts par la collectivité
 - Une quarantaine de centrales en fonction bientôt 80
 - Des bénéfices pour les agriculteurs, des recettes pour la collectivité
- +** **La valorisation des ressources énergétiques locales**
 Montagne Noire (Aude)
 - Une zone de développement de l'éolien
 - Une filière bois-énergie locale
 - Une charte d'engagement pour les collectivités et les porteurs de projets
 - Pour l'acceptabilité sociale et l'intégration locale des projets
- +** **Une société à gouvernance citoyenne**
 la SAS centrales villageoises, Crêtes préardennaises (Ardennes)
 - Des citoyens, collectivités locales et entreprises
 - Porteurs ensemble de projets de transition énergétique
 - Tenant compte d'enjeux territoriaux (développement local, intégration paysagère, lien social)
 - Fonctionne en réseau au sein d'une Association nationale
- +** **Un réseau de chaleur bois**
 Murat (Cantal)
 - Salle pédagogique dans la chaufferie
 - Approvisionnement local grâce à un regroupement d'entreprise de la filière bois

RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



Ici & maintenant

- + **Naturopole**, la maison de santé de Lagrault (Gers)
- + **La santé comme projet de territoire**
Gignac, Communauté Vallée de l'Hérault (Hérault)
- + **Le campus connecté**
Pays de Saint-Omer, Pays de Lumbres (Pas-de-Calais)
- + **Une école de production pour attirer les entreprises**
Sologne les rivières, Salbris (Loir-et-Cher)
- + **Un premier café dans le village depuis 30 ans**, Gramond (Aveyron), programme « 1000 cafés »
- + **L'épicerie itinérante, Béa'rik**
Communauté Pays Basque, vidéo 1'41"
- + **Un espace de télétravail pour dynamiser le territoire**
Autour de Chenonceaux (Indre-et-Loire)
- + **L'Hermitage, un tiers lieux d'innovations rurales**
Autrèches (Oise) vidéo 3'55"
- + **Ebus, une maison France Services itinérante**
Concarneau Cornouailles (Finistère)
- + **Le soutien du photovoltaïque avec les agriculteurs**
Pays de Cayres-Pradelles (Haute-Loire)
- + **La valorisation des ressources énergétiques locales**
Montagne Noire (Aude)
- + **Une société à gouvernance citoyenne**
la SAS centrales villageoises, Crêtes préardennaises (Ardennes)
- + **Un réseau de chaleur bois**
Murat (Cantal)

Pour aller plus loin

- + **Les Maisons de Santé Rurales Pluridisciplinaires**, MSA
- + **Les 89 campus connectés sur le territoire**,
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- + **Carte des Maison France Services sur le territoire métropolitain**
- + **Mieux maîtriser le développement des ENR sur son territoire**
Guide à l'usage des collectivités locales
Banque des Territoires, novembre 2020
- + **CLER, réseau pour la transition énergétique**
association de plus de 300 structures professionnelles autour de la production d'énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie
- + **Carte des initiatives citoyennes de production d'énergie renouvelable**
- + **Energie partagée**
association qui fédère les projets et acteurs de l'énergie citoyenne (projet dont une part du capital vient des citoyens)
- + **Investir dans des projets citoyens**
ADEME, 2022

Sources

- 16, 20. INSEE** *La France et ses territoires*, 2021.
- 17. 36 000 Communes**
Santé : vous reprendrez bien un peu de désert ? février 2020.
- 18. Statista** *Région rurale : distance pour se rendre dans différents commerces France 2018*. Consulté le 9 septembre 2022.
- 19. The Shift Project** *L'emploi : moteur de la transformation bas-carbone*, 2021.
- 21. RTE** *Futurs énergétiques 2050 : les scénarios de mix de production à l'étude permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050*, 2021.
- 22. ADEME** *Le développement des projets d'énergie renouvelable à gouvernance locale*, 2022



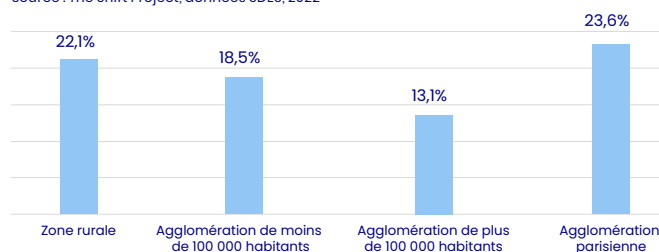
SE LOGER & VIVRE À LA CAMPAGNE

Des ménages ruraux très vulnérables au coût de l'énergie de chauffage

Les passoires thermiques sont surreprésentées parmi les résidences principales en zone rurale où elles atteignent 22,1 % du parc. Pour les maisons équipées de chaudières au fioul, surreprésentées en zone rurale, la part des passoires thermiques atteint 44,4 %²². La surface de logement par habitant est en moyenne plus élevée en zone rurale rendant également plus délicate la gestion du chauffage²³. La hausse rapide des prix de l'électricité, du gaz et du fioul fragilise un grand nombre de ménages ruraux, les plus pauvres n'ayant pas les moyens d'entreprendre des travaux de rénovation énergétique.

PART DES PASSOIRES THERMIQUES DANS LES RÉSIDENCES PRINCIPALES

Source : The Shift Project, données SDES, 2022

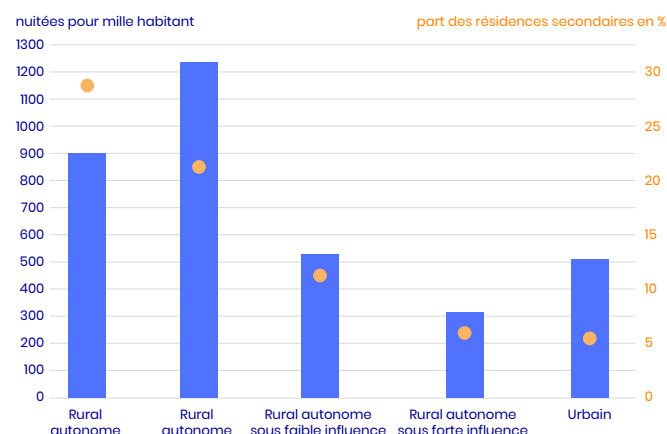


Des jeunes actifs incapables de se loger dans certains territoires ruraux

Les communes rurales accueillent 42,8 % des résidences secondaires et logements occasionnels pour seulement 24,2 % des résidences principales²⁴. Les ménages détenteurs de résidences secondaires sont principalement des habitants aisés et habitant souvent à titre principal dans les métropoles²⁵. Ces acquisitions grèvent la disponibilité locale en logement et participent de l'inflation du prix des maisons à la campagne qui atteint 9,3 % en 2021 avec des situations très contrastées selon les territoires²⁶. S'y ajoute l'offre d'accueil touristique elle-même susceptible de limiter l'offre de logements pour les habitants. La poursuite de cette situation suscite des tensions entre habitants et nouveaux arrivants, mais provoque aussi une artificialisation des sols afin de répondre à la demande de logements des locaux qui ne trouvent plus à se loger dans l'ancien.

NOMBRE DE NUITÉES TOURISTIQUES ET PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES DANS LE PARC DE LOGEMENT PAR TYPE DE TERRITOIRE

Source : INSEE, 2021²⁷

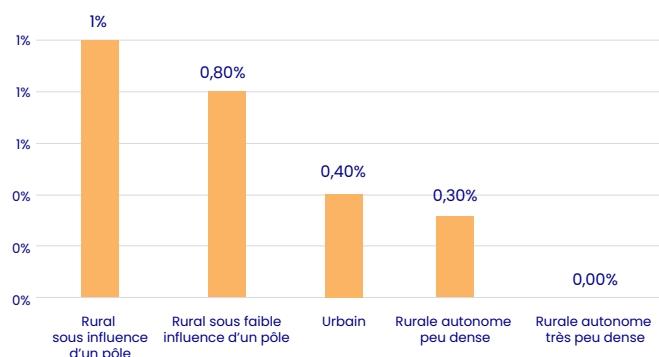


Un étalement urbain qui continue d'artificialiser des terres agricoles et naturelles

En matière de dynamisme démographique, il convient de distinguer le rural autonome en stagnation des territoires ruraux polarisés par les pôles urbains en forte croissance. Cette croissance est même deux fois plus forte que dans l'urbain. 68 % de la consommation d'espaces étant liée à l'habitat, ce dynamisme contribue à l'artificialisation de ces territoires au mépris des terres agricoles et des espaces naturels²⁸. Le périurbain peu dense et très peu dense, majoritairement classé comme rural, a représenté 48 % de la consommation d'espaces entre 2009 et 2019. Ces territoires sont donc les moteurs de l'artificialisation au détriment de terres agricoles et d'espaces naturels de plus en plus rares à proximité des pôles urbains. Loin de l'exemplarité, l'ultra-ruralité ne représente certes qu'environ 13 % de la consommation d'espaces, mais ce pour seulement 4 % de l'augmentation du nombre de ménages²⁹.

ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION ENTRE 2007 ET 2017

Source : INSEE, 2021³⁰





Préserver le trésor des campagnes : biodiversité, paysages...

La préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est devenue un enjeu stratégique d'intérêt national qui dépasse les seuls enjeux locaux.

La Loi Climat et Résilience de 2021 a rappelé l'importance de limiter l'artificialisation des sols et la préciosité du foncier (naturel, agricole et forestier). Il est désormais demandé (exigé) des acteurs locaux qu'ils inventent une nouvelle manière d'habiter et d'aménager propre limitant, au minimum, l'emprise sur les espaces agricoles et naturels. Cette nouvelle attente de la société relève d'un enjeu national pour le bien du pays tout entier. Ces espaces naturels et agricoles seront de plus en plus précieux dans un contexte de bouleversements climatiques et écologiques. Leur entretien et leur adaptation au changement climatique devraient être rémunérés à l'avenir. Il ne s'agit pas de renoncer à toute urbanisation mais de la mener de manière plus stratégique en privilégiant les projets en zones déjà artificialisées ou sur les terres et espaces naturels les moins riches.

Leviers d'action

- Faire évoluer le PLU pour préserver les écosystèmes naturels, agricoles et forestiers.
- Mettre en place des contrats de réciprocité avec les territoires urbains pour financer la préservation des espaces naturels.
- Inventer de nouvelles manières de conjuguer logement, espaces agricoles et naturels.

- **Contrat de réciprocité forestier**
entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CdC des Monts de Lacaune et du haut Languedoc (Hérault)
 - Intégrer bois local et bois énergie dans les projets de construction et de rénovation des bâtiments publics
 - Développer l'utilisation du bois local dans le mobilier urbain et intérieur des collectivités
 - Découvrir et faire connaître la forêt et ses produits

- **Un habitat social et écologique, les bogues**
PNR des Monts d'Ardèche, Beaumont (Ardèche), vidéo 3'13"
 - Des HLM loin des villes
 - Sous maîtrise d'ouvrage de la commune
 - Dessinés par des architectes de renom
 - En auto construction
 - Avec une intégration paysagère exceptionnelle

- **L'approche MUSE : caractériser les sols selon leurs 4 fonctions potentielles**
Chateauroux (Indre)
 - Source de biomasse
 - Régulation du cycle de l'eau
 - Stockage de carbone
 - Réservoir de biodiversité
 - Adapter les usages dans le PLUi pour préserver ses fonctions

- **Installer des Hameaux Légers**
Rocles (Ardèche), vidéo 10'09"
 - Regard des élus
 - Accueillir des jeunes dans un habitat réversible
 - Mise à disposition du foncier
 - Impact minimal sur l'environnement
 - Une opportunité de relocalisation agricole



Rénover et redynamiser les centres-bourgs en priorité

La densification des centres-bourgs et leur redynamisation peuvent en faire des pôles locaux de vie et de services bénéficiant à l'ensemble du territoire.

La qualité des centres-bourgs ruraux est un élément déterminant de leur attractivité résidentielle et de la redynamisation des commerces. La revitalisation de ces centralités intermédiaires permettra de réduire les besoins de déplacement et contribuera à la résilience locale en améliorant le lien entre les habitants. Plus denses, disposant d'un accès privilégié aux commerces, les logements de centre-bourg peuvent devenir de véritables démonstrateurs de la transition écologique en milieu rural, mais aussi accueillir les populations vieillissantes pour limiter leur isolement dans un habitat dispersé. Leur rénovation doit être priorisée sur tout autre projet d'extension en périphérie. L'ouverture de commerces en périphérie mine l'attractivité du centre-bourg.

Leviers d'action

- **Rénover les logements du centre-bourg pour en faire des logements témoins de la transition écologique (rénovation énergétique, adaptation au vieillissement, au changement climatique...).**
- **Interdire l'installation de commerces en périphérie.**
- **Rénover les places de villages pour des espaces publics agréables, pour y faciliter l'installation de marchés.**

► **La success story de Saint Pierre de Frugie** PNR Périgord Limousin (Dordogne) vidéo 2'52"

- Une centaine de nouveaux habitants très rapidement
- Des choses de bon sens et cohérentes
- Transition alimentaire, transition énergétique
- Un cercle vertueux : des circuits courts, un travail sur le cadre de vie

+ **Logements vacants : un dispositif pour les propriétaires** Muttersholtz (Bas-Rhin)

- 80 logements vacants dans le village
- Un remède contre l'étalement urbain
- Les acteurs concernés associés pour mieux comprendre
- Un accompagnement des propriétaires dans la sortie de vacance
- La création de logements rénovés thermiquement et accessibles à tous

+ **Villages vivants : une foncière rurale et solidaire pour des services de proximité** Crest (Drôme)

- Achat et rénovation de locaux commerciaux vacants
- Relocation à bas prix à des acteurs économiques créant du lien social



Développer la fonction d'accueil des territoires ruraux

Contre l'image de campagnes mornes, promouvoir une culture de l'hospitalité favorisera l'accueil temporaire et durable de populations en zones rurales.

Épidémies, tempêtes ou vagues de chaleur génèrent et généreront des migrations temporaires ou durables. Il s'agit d'une belle opportunité pour reconquérir les logements vacants, tout autant que pour favoriser l'installation de professionnels aux compétences utiles localement. Attention cependant à contrôler les prix pour éviter l'exclusion des ménages locaux. La question de l'hospitalité convoque à la fois les problématiques d'attractivité (faire venir), d'accueil (faire société, faire partie), mais également de capacité à retenir (bien vivre, bien-être).

Leviers d'action

- ▶ Développer les hébergements temporaires (chez l'habitant, auberge, etc.) et légers (tiny house, etc.).
- ▶ Développer de nouveaux usages pour les bâtiments publics et touristiques hors des périodes de fréquentation.
- ▶ Organiser des fêtes et événements de rencontre réguliers pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants.

- + **Un meublé touristique contre une location à l'année**
Communauté Pays Basque (Pyrénées-Atlantiques)
 - + 130% de meublés touristiques entre 2016 et 2020
 - Une forte demande de logement à l'année non satisfaite
 - Principe de compensation
 - Pour toute location touristique de plus de 120 jours
 - Mettre en location un logement équivalent à l'année
 - Décision suspendue en juin 2022 par le tribunal de Pau avant jugement en 2023
- + **Un camping écologique dans les arbres**
Captieux (Gironde)
 - Des cabanes en bois
 - Un habitat léger de loisir démontable
 - Un impact minimal sur le site : toilettes sèches, épuration phytosanitaire...
- + **Un village exemplaire pour l'accueil de réfugiés**,
Pessat-Villeneuve (Puy-de-Dôme), mais aussi Bellenaves (Allier), Saint-Beauzire (Haute-Loire)
 - Entre novembre 2015 et mars 2016 mise à disposition du château du village, ancien centre de vacances, 66 migrants accueillis, 70 bénévoles mobilisés
 - Juillet 2016 : fête des retrouvailles entre bénévoles et quelques migrants
 - Accord du conseil municipal pour accueillir de nouveaux migrants
 - Accueil de 44 nouveaux migrants entre octobre et mars 2017...

RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



Ici & maintenant

- + **Contrat de réciprocité forestier** entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CdC des Monts de Lacaune et du haut Languedoc (Hérault)
- + **Un habitat social et écologique, les bogues**
PNR des Monts d'Ardèche, Beaumont (Ardèche), vidéo 3'13"
- + **L'approche MUSE : caractériser les sols selon leurs 4 fonctions potentielles**
Chateauroux (Indre)
- + **Installer des Hameaux Légers**
Rocles (Ardèche), vidéo 10'09"
- + **La success story de Saint-Pierre-de-Frugie**
PNR Périgord Limousin (Dordogne), vidéo 2'52"
- + **Logements vacants : un dispositif pour les propriétaires**
Muttersholtz (Bas-Rhin)
- + **Villages vivants : une foncière rurale et solidaire pour des services de proximité**
Crest (Drome)
- + **Un meublé touristique contre une location à l'année**
Communauté Pays Basque (Pyrénées-Atlantiques)
- + **Un camping écologique dans les arbres**
Captieux (Gironde)
- + **Un village exemplaire pour l'accueil de réfugiés**,
Pessat-Villeneuve (Puy-de-Dôme), mais aussi Bellenaves (Allier), Saint-Beauzire (Haute-Loire)

Pour aller plus loin

- + **Loi Climat et Résilience : ce qu'il faut retenir des mesures de luttes contre l'artificialisation des sols**,
Localtis, décembre 2021
- + **Revitaliser les centres-bourgs**
les fiches du CEREMA,
- + **Centres-bourgs : programme de revitalisation**, site du Ministère de la transition écologique
- + **Ruralités : les défis des intercommunalités peu denses**,
Intercommunalités de France, décembre 2021
- + **Ces campagnes qui accueillent à bras ouverts**, dossier du magazine Villages, septembre 2021
- + **Favoriser l'intégration des réfugiés en milieu rural : bilan et propositions**,
défi public Oct 2018-Avril 2019, SciencesPo Lyon, Préfecture Auvergne-Rhône-Alpes, Lab@rchipel

Sources

- 22. Données et études statistiques pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports.** *Le parc de logements par classe de performance énergétique*, 2022.
- 23, 24. INSEE** *Les conditions de logement en France*, 2017.
- 25. INSEE** *Deux résidences secondaires sur trois sont détenues par un ménage de 60 ans ou plus*. Consulté le 12 septembre 2022.
- 26. Safer** *Les marchés fonciers ruraux en 2021*. Consulté le 12 septembre 2022..
- 27, 30. INSEE** *La France et ses territoires*, 2021.
- 28, 29. CEREMA** *La consommation d'espaces et ses déterminants*, 2021.

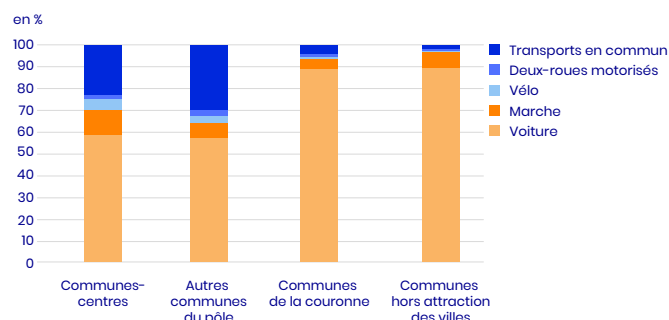


SE DÉPLACER À LA CAMPAGNE

Des économies locales totalement dépendantes de la voiture individuelle

En zone rurale, 90 % des trajets domicile-travail sont réalisés en voiture. En cas de pénurie locale d'essence, la quasi-totalité des actifs ruraux se retrouveraient sans solution de mobilité, paralysant l'économie locale. Peu efficaces en zone de faible densité, les transports en commun sont peu développés et ne pourraient constituer une alternative viable à l'automobile en cas d'urgence. S'il existe un potentiel de report modal vers la marche ou le vélo pour nombre de trajets, le manque d'habitude, de voies sécurisées et d'équipements poussent les habitants à s'en tenir à l'automobile.

MODE DE TRANSPORT PRINCIPALEMENT UTILISÉ POUR SE RENDRE AU TRAVAIL SELON LE TYPE DE COMMUNE DE RÉSIDENCE EN 2017 Source : INSEE, 2021³¹

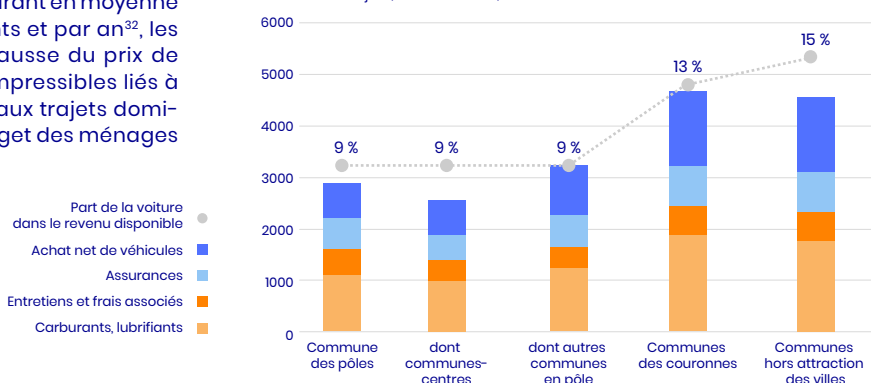


Une dépendance à l'automobile vecteur de précarisation des ménages ruraux

En 2017, la part du revenu disponible absorbé par les dépenses liées à la voiture s'élève entre 13 et 15 % en zone rurale contre moins de 9 % en moyenne dans l'urbain. Parcourant en moyenne entre 7 000 et 8 000 km en voiture par habitants et par an³², les ménages ruraux subissent violemment la hausse du prix de l'essence. Les déplacements contraints incompressibles liés à l'achat de produits de première nécessité et aux trajets domicile-travail pèsent ainsi lourdement sur le budget des ménages ruraux, en particulier les plus précaires.

DÉPENSES DE TRANSPORT EN VOITURE ET PART DANS LE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES SELON LA CATÉGORIE DE COMMUNE DE RÉSIDENCE EN 2017

Source : The Shift Project, données INSEE, 2021³³

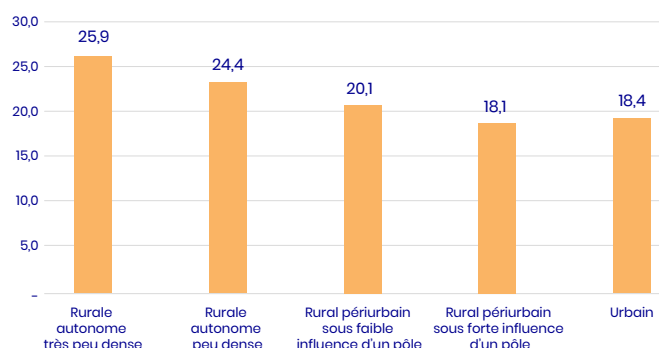


L'isolement social à la campagne augmente avec le prix des carburants

La hausse du prix de l'essence risque d'inciter les plus âgés et les plus précaires à renoncer à certains trajets et certaines sorties pour limiter leur dépense. Plus un territoire est rural, plus la part des plus de 65 ans dans la population locale est importante. Elle atteint jusqu'au quart de la population dans l'ultra-ruralité. L'isolement social des plus vulnérables, déjà important dans de nombreux territoires ruraux, risquent de s'en trouver aggravé. Conjugué à des épisodes caniculaires ou épidémiques, cet isolement accru par la hausse du prix de l'essence pourrait avoir des conséquences dramatiques.

PART DE LA POPULATION AYANT 65 ANS OU PLUS

Source : The Shift Project, données INSEE, 2021³⁴





Sécuriser le développement du vélo à la campagne !

Souvent négligées, les mobilités actives disposent d'un fort potentiel de développement en zones rurales.

Le développement des infrastructures cyclables et des chemins pédestres doit se faire de manière ciblée en commençant par les axes les plus empruntés par des populations susceptibles de prendre le vélo. 94 % de la population a accès à une école primaire à moins de 12 minutes en vélo, 40 % de la population rurale est située à moins de 20 minutes à vélo d'un collège et 37 % de la population rurale est située à moins de 5 minutes à vélo d'une boulangerie³⁵. Le développement de voies sécurisées est essentiel alors que les routes rurales sont souvent hostiles à la marche ou au vélo (forte vitesse, obligation de marcher dans les fossés).

Leviers d'action

- ▶ **Aménager un réseau cyclable sécurisé sur les axes les plus susceptibles d'être empruntés (vers les services publics, les services de santé et les commerces essentiels).**
- ▶ **Aménager des cheminements piétons sécurisés et ombragés accessibles aux personnes à mobilité réduite.**
- ▶ **Promouvoir le vélo dès le plus jeune âge et organiser des vélo-bus, les gens roulent plus prudemment quand ils peuvent croiser leur enfant à chaque instant.**

▶ **Plan de mobilité rurale**

Pays Rufécois (Charente), vidéo 14'00'

- un PETR, deux communautés de Communes, compétence SCoT
- 75 % des communes de moins de 500 habitants
- un plan d'actions cohérentes
- une implication et un portage fort des acteurs du territoire
- une initiative financée par l'Etat, pas de financements par les communes

+ **Une petite ville cyclable exemplaire**

Saint Lunaire (Ille-et-Vilaine)

- Classée n°1 par la Fédération des Usagers de la Bicyclette en 2019
- Politique Vélo depuis 2002
- 56 % des déplacements des actifs dans un rayon de 5 km
- Pistes cyclables séparées du trafic automobile
- 500 places parking vélos près des commerces, des écoles (à la place de parking autos)

+ **Le chemin de l'école en mode doux**

Niederhausbergen (Bas-Rhin)

- Un réseau de voies piétonnes et cyclables parallèle aux deux routes départementales du village
- Pas de création de nouvelles routes
- Récupération de chemins communaux
- Création d'un Conseil Municipal des enfants à cette occasion
- Cout pour la commune : 50 000 euros sur 10 ans



Favoriser l'accès à la voiture électrique et aux microvoitures

Durablement dépendantes de l'automobile, les campagnes doivent amorcer, au plus vite, un virage vers les véhicules électriques et des modèles sobres et légers.

A horizon 2050, la voiture classique – désormais électrifiée – ne devrait plus assurer que 35 % des distances parcourues pour la mobilité quotidienne. La plupart de ces trajets en automobile concerneront les campagnes où les changements d'usage réduiront le besoin de transport, sans pouvoir abolir les distances importantes qui nécessiteront une automobile. Le réseau d'infrastructures de recharge doit se développer rapidement afin de ne pas constituer un frein à l'équipement des ménages. Le développement des bornes de recharges servira également un tourisme où la voiture électrique aura une place croissante. Face au rejet que la voiture électrique peut susciter, ou à la préférence pour des véhicules de gros gabaris, la promotion des petits véhicules électriques nécessite un véritable travail de terrain.

Leviers d'action

- ▶ Accompagner les habitants en les orientant vers les aides au changement de véhicule et en expliquant le caractère vertueux des véhicules électriques pour la décarbonation.
- ▶ Poursuivre le développement des bornes de recharge à des emplacements stratégiques.
- ▶ Développer une offre de location de véhicules électriques (vélo, microvoiture, trottinette, etc.).

- + **L'alternative à la voiture personnelle**
La Rochelle, Aytré, Lagord, Puilboreau et Périgny (Charente-Maritime)
 - Service de location 24/24 et 7 jours sur 7
 - Des micro-citadines électriques
 - Des berlines, familiales ou utilitaires hybrides
 - Des tarifs compétitifs
- + **149 bornes électriques, 32 voitures en autopartage**
Ardennes Métropole (Ardennes)
 - Deux villes centre : Charlevilles Mézières et Sedan
 - 17 véhicules implantés dans les communes rurales
 - Forte demande en zone rurale : plus de 70% des locations
- + **MOBEDIS, mobilités durables en zone peu dense**
PNR Grandes Causses (Aveyron)
 - Optimiser le cadencement des transports en commun existants avec les lignes ferrovières
 - Mettre en place des stations rurales d'échange multimodal
 - Offrir un panel de solutions de déplacement alternatives à la voiture en partenariat avec les établissements publics et privés : modes actifs, autopartage, véhicules propres...



Promouvoir les trajets bas-carbone vers les villes centres

Structurants pour la mobilité en zone rurale, les connexions avec les centres urbains sont des axes prioritaires de décarbonation.

Pour que les ruraux accèdent à un grand nombre de services, pour que les urbains accèdent aux espaces naturels, les trajets entre les villes et les campagnes resteront structurant et doivent se décarboner. Les territoires ruraux les plus accessibles de manière décarbonée profiteront plus largement des recettes touristiques. Le retour en force du ferroviaire peut être accompagné localement par les politiques de mobilité et d'urbanisme de la collectivité. La réouverture de petites gares devra s'accompagner d'aménagement favorisant le passage d'un mode de transport à l'autre. Les voies cyclables en direction de ces gares et des villes proches représentent également un potentiel important pour les trajets quotidiens comme pour le tourisme.

Leviers d'action

- Se regrouper entre communes et intercommunalités pour soutenir la réouverture de haltes ferroviaires voire de gares sur les lignes TER.
- Développer le covoiturage, les transports à la demande et un réseau de voies cyclables vers les villes.
- Réhabiliter des quartiers de gare et y développer l'intermodalité.

- + Du transport à la demande (TAD), facteur de lien social**
 Communauté Saint-Pourçain Sioule Limagne (Allier)
 - Echelle du bassin de vie
 - TAD zonal sans lignes prédéfinies
 - Un Aller/Retour par semaine, 4 euros le trajet
 - Distance moyenne : 16 km
 - Majoritairement utilisé par les personnes âgées
- + Concilier autonomie et écomobilité**
 CdC Somme Sud-Ouest (Somme)
 - 2 500 foyers sans voitures sur le territoire intercommunal
 - Lancement d'un Plan de Mobilité rurale dès 2017
 - Devenu désormais Plan de Mobilité simplifié
 - Réflexion en cours pour devenir Autorité Organisatrice de Mobilité
- + Un Transport à la Demande pour desservir les gares**
 Communauté Deux Morin (Seine-et-Marne)
 - Possibilité de réserver un TAD pour se rendre à la gare de la Ferté-sous-Jouarre aux horaires d'aller (Matin) et retour (Soir) des trains pour Paris

RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



Ici & maintenant

- + Plan de mobilité rurale**
Pays Rufécois (Charente), vidéo 14'00'
- + Une petite ville cyclable exemplaire**
Saint Lunaire (Ile-et-Vilaine)
- + Le chemin de l'école en mode doux**
Niederhausbergen (Bas-Rhin)
- + L'alternative à la voiture personnelle**
La Rochelle, Aytré, Lagord, Puilboreau et Périgny (Charente maritime)
- + 149 bornes électriques, 32 voitures en autopartage**
Ardennes Métropole (Ardennes)
- + MOBEDIS, mobilités durables en zone peu dense**
PNR Grandes Causses (Aveyron)
- + Du transport à la demande, facteur de lien social**
Communauté Saint-Pourçain Sioule Limagne (Allier)
- + Concilier autonomie et écomobilité**
CC Somme Sud-Ouest (Somme)
- + Un Transport à la Demande pour desservir les gares**
Communauté Deux Morin (Seine-et-Marne)

Pour aller plus loin

- + La campagne : terrain idéal pour la voiture électrique ?**
Dossier magazine *Turbo*, M6, février 2021
- + Nouvelles solutions de mobilités dans les espaces de faible densité :**
une priorité des prochains mandats locaux, Intercommunalités de France, Transdev, mai 2020
- + Comment développer l'usage quotidien du vélo dans les campagnes ?**
Enquête, Marie Jamet, Euronews, septembre 2021.
- + Taxirail :** concept de train autonome pour les lignes de desserte fine du territoire actuellement déficitaires. Projet à l'état de preuve de concept.
- + La route en communes**
état des lieux de la transition écologique dans les communes, tour du Calvados en vélo à la rencontre des maires, Ulysse Blau, avril-juillet 2019

Sources

- 31, 32, 34. INSEE** *La France et ses territoires*, 2021.
- 33. INSEE** *En 2017, les ménages consacrent 11 % de leur revenu disponible à la voiture*. INSEE, 2021.
- 35. BL Evolution** *La France à 20 minutes à vélo*, 2022



Un changement de trajectoire avant la fin du mandat

Pour engager une révision profonde de leurs politiques en faveur de l'adaptation au dérèglement climatique et de la transition écologique de leur territoire, nous proposons aux élus et décideurs locaux un parcours en trois étapes.

Ce parcours indicatif a été imaginé pour les acteurs du bloc communal, c'est-à-dire agissant à l'échelle de leurs communes, intercommunalités et autres territoires de coopération interterritoriale (Pays, PTER, SCoT...)

ÉTAPE N°1 | Comprendre

Prendre le temps de comprendre et partager les enjeux spécifiques de résilience de son territoire

ÉTAPE N°2 | Mobiliser

Mobiliser tout son territoire autour d'un nouveau « projet de territoire » enthousiasmant, sobre et résilient

ÉTAPE N°3 | Réorienter

Mettre en cohérence toute son action avec la nouvelle vision et les objectifs de résilience et de transition écologique

Ces trois étapes impliquent toutes un renouvellement profond de la gouvernance sur les territoires. Il s'agit de revoir les modalités et instances existantes de gouvernance afin d'adresser les enjeux de manière plus transversale et inclusive. Il s'agit aussi de coopérer davantage sur les territoires.

Chacune de ces étapes implique des actions concrètes. Nous proposons ici des leviers d'actions par étape, à adapter aux spécificités et ressources du territoire. Bien d'autres pourront être

prises en œuvre. Le lecteur pourra s'inspirer des nombreuses propositions et exemples de cet ouvrage ainsi que des recommandations figurant dans le mémento « **Vers la résilience des territoires** »¹.

Ces étapes à franchir avant 2026 dépendent de l'appropriation des enjeux par les acteurs des territoires. Souvent, certaines actions contribuant à ces étapes sont déjà réalisées. On s'attachera alors à compléter et à poursuivre le parcours jusqu'au bout.

1. Vers la résilience des territoires pour tenir le cap de la transition écologique, The Shift Project, sept 2021 disponible sur le site de The Shift Project.

ÉTAPE N°1 COMPRENDRE

Prendre le temps de comprendre et partager les enjeux de résilience spécifiques de son territoire

Une connaissance partagée des enjeux d'adaptation au changement climatique et de transition écologique sur son territoire, articulée avec l'expérience des élus, permettra de meilleures réponses, au service des populations.

La compréhension des enjeux de résilience sur le territoire portera sur les menaces pesant sur les populations, le caractère inéluctable des changements, l'ampleur des transformations à opérer et le niveau élevé d'interdépendances entre acteurs au sein du territoire comme entre territoires voisins. Cette large prise de conscience nourrira la volonté politique sans laquelle rien n'évoluera vraiment sur les territoires.

- ▶ **Bien comprendre la dimension systémique des défis à relever.** Sans cela, il n'y aura jamais assez de volonté politique pour être solidaire et coopératif avec les acteurs de son territoire comme avec les territoires voisins, ou encore pour repenser profondément toutes les politiques publiques.
- ▶ **Partager largement cette connaissance sur le territoire.** Une prise de conscience partagée par les élus, les agents territoriaux, les acteurs économiques, associatifs, les citoyens... facilitera l'implication des parties prenantes aux réflexions mais aussi aux décisions. Les choix et arbitrages de la part des élus seront moins difficiles s'ils sont compris, à défaut d'être acceptés, par une majorité de la population.

Leviers d'action

- ▶ **Former les élus locaux, les agents des collectivités, les acteurs économiques, les scolaires.**
- ▶ **Réaliser les bilans carbone, diagnostics de vulnérabilités, diagnostic des acteurs du territoire de façon participative afin d'en partager plus facilement les résultats.**
- ▶ **Identifier les acteurs et les initiatives (tiers-lieux, collectifs, entreprises...) déjà engagés et utiles sur son territoire.**

La sélection du Shift

« 1% pour mieux comprendre »

Investir annuellement 1 % du budget de fonctionnement de chaque collectivité dans la formation, l'expertise et la production de connaissances sur les effets du dérèglement climatique et les enjeux de la transition écologique sur son territoire.

« Si j'avais une heure pour résoudre un problème, je passerais 55 minutes à réfléchir au problème et 5 minutes à réfléchir aux solutions. »

Albert Einstein

ÉTAPE N°2 MOBILISER

Mobiliser tout son territoire autour d'un nouveau « projet de territoire » enthousiasmant, sobre et résilient

Le nouveau « projet de territoire » à une échelle intercommunale voire, si possible, interterritoriale devra traduire une vision sobre, résiliente et désirable du territoire et préciser sa contribution aux objectifs régionaux ou nationaux selon ses spécificités et ressources propres.

Les élus locaux pourront s'appuyer sur cette compréhension partagée des enjeux climatiques et de transition écologique pour revoir leur « projet de territoire » en y intégrant :

- ▶ **Les enjeux locaux d'adaptation** au changement climatique, de décarbonation et de sobriété, ainsi que les autres enjeux environnementaux (préservation des paysages, de la biodiversité, des ressources en eau, etc.).
- ▶ **Les liens forts d'interdépendances** à traduire en objectifs ambitieux de solidarité et de coopération entre territoires.
- ▶ **Les co-bénéfices attendus** d'une amélioration de la résilience et de la transition écologique sur le territoire.
- ▶ **La prise en compte des inégalités sociales et territoriales** en veillant à l'équité des efforts demandés ainsi qu'à des mesures d'accompagnement des plus vulnérables.
- ▶ **Les objectifs et engagements nationaux** et leur déclinaison en termes de contributions locales maximales.

Cette révision du projet de territoire oblige à mener avec toutes les parties prenantes une démarche de prospective territoriale. Avant la fin de leur mandat, les élus disposeront d'un nouveau projet de territoire partagé leur permettant de porter une vision désirable, sobre et résiliente de l'avenir, dessinant une nouvelle trajectoire pour le territoire.

Nul doute qu'un tel projet partagé de territoire constituera un projet politique ambitieux et convaincant pour une majorité d'électeurs aux prochaines élections locales.

CONCLUSION

Leviers d'action

- Donner une place centrale à la « résilience » et à la « transition » dans la collectivité : désignation d'un chef de projet sous la responsabilité directe du DGS et du chef de l'exécutif...
- Définir le potentiel maximal de contribution du territoire aux objectifs climatiques et écologiques régionaux.
- Formaliser collectivement une vision pour le territoire adossée à un exercice de prospective, en s'appuyant par exemple sur la révision obligatoire des SCoT (pouvant désormais valoir Plan Climat).

La sélection du Shift

Un moratoire sur les infrastructures et sur la révision des politiques sectorielles

Suspendre tous les projets d'infrastructures et de constructions sur le territoire laissera le temps d'une évaluation *ex ante* orientée résilience climatique et transition écologique. Ce moratoire provoquera un « choc » propice au déclenchement d'un débat. Il s'agit d'intégrer les enjeux de résilience dans la conception des infrastructures avec une vision prospective. Une telle décision peut permettre de mobiliser autour d'une définition collective d'une nouvelle vision correspondant à des objectifs clairs pour le territoire. Vision et objectifs permettront de guider la révision des stratégies sectorielles : alimentation, aménagement, développement économique, mobilité...

ÉTAPE N°3 RÉORIENTER

Mettre en cohérence toute son action avec la vision et les objectifs de résilience et de transition écologique

Tous les documents de planification et de contractualisation du territoire, qu'ils soient sectoriels ou plus généralistes, devront être progressivement revus ou actualisés. Et leur mise en œuvre régulièrement capitalisée et analysée à l'aune des nouveaux objectifs.

Le manque de cohérence entre les politiques à l'échelle d'une collectivité, d'un territoire ou entre territoires constitue un obstacle majeur à la résilience territoriale et à la transition écologique. Il sera essentiel, avant la fin du mandat actuel, de réviser les politiques locales pour les mettre en cohérence avec l'évolution du contexte et les nouveaux objectifs.

Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'un nouveau projet de territoire soit définitivement validé. Les nouveaux objectifs partagés en faveur de la résilience et de la transition écologique sur le territoire réorienteront les politiques de la collectivité. Pas seulement

pour réécrire les plans mais surtout pour guider l'action en facilitant les arbitrages, le pilotage (renforcement ou révision, arrêt) et la conception de nouveaux projets...

Cette mise en cohérence est très liée à l'évolution de la gouvernance et des espaces de concertation. L'alignement des politiques territoriales dépendra de la capacité à casser les silos, à renforcer la participation des parties prenantes aux réflexions comme aux décisions.

Attention. Il ne peut exister de réorientation sans travail d'analyse et d'évaluation avec l'ensemble des parties prenantes. Cet exercice d'évaluation de toutes les politiques territoriales, porté fièrement par les élus, constituera un puissant levier d'amélioration et d'apprentissage pour tous les acteurs impliqués.

Leviers d'action

- Appliquer des modèles de comptabilité environnementale (budget vert, modèle CARE).
- Lancer (avec de l'ingénierie interne ou externe) des démarches de capitalisation et d'évaluation sur toutes les politiques en cours en associant les territoires voisins.
- Communiquer largement auprès de la population sur les évaluations et les enseignements retenus.

La sélection du Shift

Une évaluation orientée Climat-Transition écologique de chaque politique territoriale

Mener, *a minima* chaque année, une démarche participative d'évaluation d'une politique territoriale à l'aune des enjeux et objectifs « résilience climatique-transition écologique ». Cette démarche sera portée directement par l'intercommunalité voire le Pays/SCoT permettant de tirer des enseignements, de renforcer les capacités des parties prenantes et d'améliorer l'action.

Auteurs & partenaires

COMITÉ DE RÉDACTION

Auteurs



Laurent Delcayrou & Corentin Riet,
The Shift Project, chef et chargé de projet
« Stratégies de résilience des territoires »

Avec l'appui de **Matthieu Auzanneau**, Directeur,
de **Emma Stokking**, cheffe de projet « Affaires publiques »
et de toute l'équipe de The Shift Project

Graphisme & illustrations

Serge Nicolas, workdivision.paris
direction artistique, graphisme & mise en page

Elsie Herberstein & Damien Chavanat,
dessins et illustrations,
www.labonneminetoutelannee.com

Gaël Etienne, workdivision.paris
infographies

Membres des groupes de travail

Villes & Métropoles

Sylvie Ciocci (shifteuse), Fabrice Douillet (Enedis), Alexandre Garcin (Ville de Roubaix), Fabrice Patez (Yvelines), Marion Benoist-Mouton (CEREMA), Edith Lamarque (Saint-Avé), Clément Oger (Grand Poitiers), Nathalie Mas-Raval (CC Pic Saint-Loup), Sacha Bentolila (APVF), Adeline Thomas (Agglo Saint-Nazaire), Philippe Angotti (France Urbaine), Christophe Leikine (France Ville Durable), Virginie Thune (Nantes Métropole), Céline Juteau (Villes de France), Michele Dominici (Bouygues), Elsa Favreau (Bouygues construction), Jérémie Tourtier (Scot Grand Lyon)

The Shift Project remercie ses partenaires techniques et financiers
sans lesquels cette publication ne pourrait exister.



Coffret 6 cahiers-posters

Six cahiers-posters concentrent l'essentiel de nos messages sur les défis et chantiers de la transition écologique pour chaque territoire. Avec leurs infographies et poster de synthèse, le format dépliant inédit est propice à la diffusion et au débat.



Ces 6 cahiers-posters sont disponibles en librairie en version imprimée en coffret 6 cahiers ou sur commande à l'unité.



Cahier-poster (recto-verso)
format 54 x 84 cm

Richement illustré de graphiques, d'infographies et de dessins, cette publication s'inscrit dans le cadre d'une campagne de mobilisation des élus locaux menée par le The Shift Project et ses partenaires en vue d'un changement de trajectoire des territoires avant la fin du mandat communal.

1^{re} édition — Octobre 2022



The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Association loi 1901 reconnue d'intérêt général et guidée par l'exigence de la rigueur scientifique, notre mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. Nos membres sont de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité.

www.theshiftproject.org

Contacts presse :

Emma Stokking
emma.stokking@theshiftproject.org

Ilana Toledano
Responsable communication
ilana.toledano@theshiftproject.org